

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 12 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°442 ■

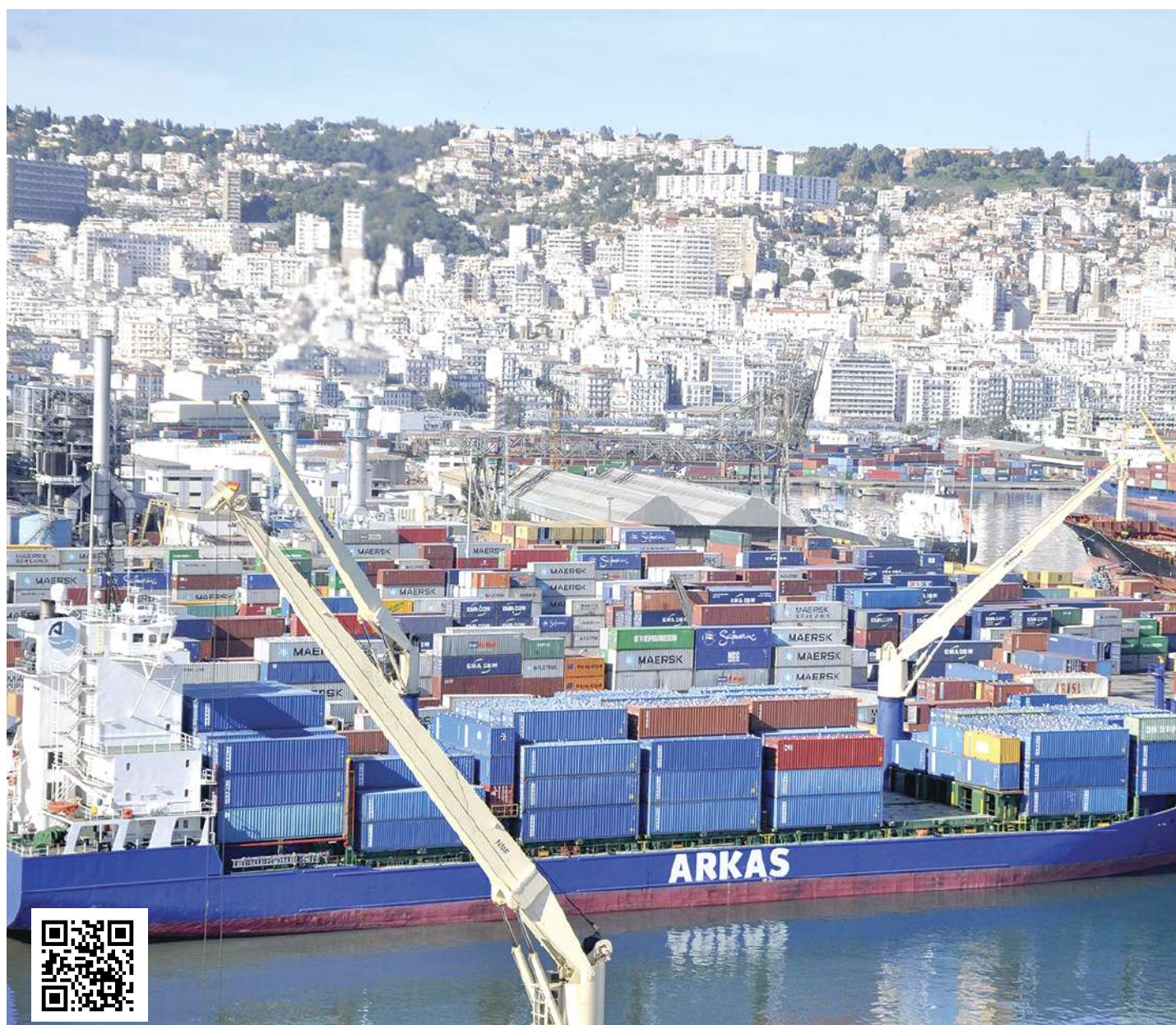
SOLIDARITÉ
**Lancement
d'une opération
de distribution de
plus de 180.000
cartables scolaires**

P 5

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Une nouvelle réglementation de change en préparation

Le paysage économique international évolue rapidement, marqué par une mondialisation accrue, des changements dans les chaînes d'approvisionnement et une intensification de la concurrence sur les marchés globaux. Dans ce contexte dynamique, l'Algérie ajuste ses ambitions en matière d'exportation et d'investissement pour se positionner comme un acteur clé du commerce international. P 3



TRANSPORT, LOGISTIQUE
ET MÉTÉOROLOGIE

**Alger et Tunis renforce
leur coopération**



L'Algérie et la Tunisie veulent renforcer leur coopération dans le domaine des transports. Des accords de coopération ont été signés, samedi soir à Tunis, dans le domaine du transport, de la logistique et de la météorologie.

P 2

ERADICATION DE PRÈS
DE 45 000 HABITATS PRÉCAIRES
ENTRE 2019 ET 2023

**La politique nationale
du logement saluée**

Le programme de résorption de l'habitat précaire a donné lieu à l'éradication de près de 45.000 unités sur la période 2019-2023, a indiqué le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) dans son dernier rapport sur le développement social et humain en Algérie. Selon ce document, dont l'APS a obtenu une copie, près de 45.000 habitats précaires ont été éradiqués, répartis sur 6.117 unités résorbées durant l'année 2023, 6.210 unités en 2022, 11.291 unités en 2021, 10.759 unités en 2020 et 10.225 unités en 2019.

P 3

FLUCTUATIONS DU MARCHÉ
DES CÉRÉALES

**L'Algérie diversifie
ses fournisseurs**

Au cours de ces dernières années, l'Algérie a connu d'importantes fluctuations dans ses importations de céréales, notamment en ce qui concerne le blé et l'orge. Ces variations reflètent non seulement les dynamiques changeantes des marchés internationaux, mais aussi les stratégies d'approvisionnement du pays face à des défis mondiaux tels que la guerre en Ukraine et les ajustements économiques post-Brexit. Selon les estimations du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), les évolutions récentes des importations algériennes témoignent d'une adaptation continue aux conditions globales et d'une gestion prudente des ressources pour assurer la sécurité alimentaire nationale.

P 5

CONSTANTINE/PERTES AGRICOLES
**Lancement de l'opération
d'indemnisation des
céréaliculteurs** P 3

CONCRÉTISATION DU PROJET DE L'USINE
DE TRAITEMENT DU MINÉRAI

**Une délégation de deux
sociétés chinoises en
visite à Nâama** P 2

TÉLÉPHONIE MOBILE/ DJEZZY
**14,6 milliards DA
d'investissements
au 1^{er} semestre 2024** P 5

CONCRÉTISATION DU
PROJET DE L'USINE DE
TRAITEMENT DU MINÉRAI

Une délégation
de deux sociétés
chinoises en
visite à Nâama

Une délégation représentant deux sociétés chinoises a effectué, samedi, une visite à la wilaya de Nâama pour s'enquérir des différents moyens et critères techniques dont dispose la région de Harchaïa pour concrétiser le projet de l'usine de traitement primaire du minerai de fer, qui sera acheminé à partir de la mine de Ghar Djebilet (Tindouf), selon un communiqué des services de la wilaya. La délégation des sociétés SDM et CAMC, qui superviseront en compagnie de la société algérienne du fer et de l'acier (FERAAL) la concrétisation du projet de l'usine de traitement et de production de 9 millions de tonnes de concentré de minerai de fer, s'est enquis à Harchaïa (commune de Nâama) des différents moyens mobilisés par les autorités de wilaya, notamment à travers la préparation du terrain qui abritera le projet, ainsi que le raccordement aux différents réseaux nécessaires à sa mise en œuvre, tels que les ressources énergétiques et hydriques, les infrastructures de base, le transport et autres, selon la même source. Le projet s'inscrit dans le cadre de la valorisation du minerai de fer de Ghar Djebilet, qui sera acheminé vers le Nord du pays à partir de Tindouf vers Béchar pour arriver à Nâama, qui accueillera cette usine, dont les travaux de réalisation débuteront avec le partenaire chinois à la fin de cette année ou au plus tard au début de l'année prochaine, et permettra la création d'environ 5.000 emplois directs et indirects dans la région de Nâama, où les autorités de la wilaya ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour faciliter sa concrétisation, dans les délais déterminés par les hautes autorités du pays, a expliqué la même source. Une superficie totale d'environ 500 hectares a été réservée à ce projet, et ce à proximité de la zone industrielle de Harchaïa, sachant que l'usine adoptera des technologies nouvelles et spécialisées dans la production de matériaux connus sous le nom de "carrés semi-fabriqués de minerai de fer", qui sont utilisés dans la production de rond à béton, a-t-on indiqué. A noter que ce projet, dont l'entrée en production est prévue en 2028, permettra de répondre aux besoins du marché national et l'exportation des excédents de produits semi-finis de minerai de fer, après leur extraction de la mine de Ghar Djebilet et leur transport, à travers la ligne ferroviaire en cours de réalisation Tindouf-Oran, dont le tronçon de la wilaya de Nâama est de 318 km, a-t-on ajouté.

TRANSPORT, LOGISTIQUE ET MÉTÉOROLOGIE

Alger et Tunis renforce
leur coopération

L'Algérie et la Tunisie veulent renforcer leur coopération dans le domaine des transports. Des accords de coopération ont été signés, samedi soir à Tunis, dans le domaine du transport, de la logistique et de la météorologie.

Par Selma R.

La cérémonie de signature a été supervisée par la ministre des transports, Mohamed El Habib Zahana, et de la ministre tunisienne de l'Équipement et du Logement, en charge du ministère des Transports, Mme Sarah Al Zafarani Al Zanzari, en marge d'une réunion bilatérale qui s'est tenue à Tunis, à l'occasion de la remise en service de la ligne ferroviaire Algérie-Tunisie, à l'arrêt depuis 30 ans. Selon un communiqué du ministère des transports, rendu public hier dimanche, un autre protocole d'accord a été signé également entre les deux pays dans le domaine de l'aviation civile. Ainsi, cette réunion a été une occasion pour les deux parties de discuter des moyens de développer la coopération existante entre les deux pays dans le secteur des transports sous ses diverses formes. En effet, il a été convenu d'élaborer un programme de travail et d'établir un calendrier pour sa mise en œuvre qui

contribuera à établir un partenariat entre les institutions des deux pays œuvrant dans les secteurs du transport, de la logistique et de la météorologie. Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a profité de l'occasion pour souligner le niveau distingué des relations bilatérales entre les deux pays frères, réitérant la disposition de l'Algérie à soutenir tous les programmes et initiatives susceptibles de pousser ces relations à un niveau avancé, à travers lequel s'incarnent les objectifs communs, conformément aux directives des autorités supérieures du pays, et aux aspirations des deux peuples frères. Pour sa part, la ministre Mme Sarah Al Zafarani Al Zanzari a exprimé sa joie à l'occasion du redémarrage de la ligne ferroviaire entre la Tunisie et l'Algérie après son interruption pendant trois décennies, appréciant l'importance de cette rencontre pour discuter de nombreuses questions liées à tous les modes de transport, qui reflète la volonté des deux pays de faire progresser davantage la coopération

bilatérale dans le cadre des efforts conjoints des hauts dirigeants des deux pays pour renforcer ces relations et les faire progresser au stade d'un partenariat stratégique dans tous les domaines. La relance de la ligne ferroviaire Algérie-Tunisie, dira le ministre Zahana, « accroîtra la mobilité des citoyens et impulsera l'économie des deux pays ». Après avoir donné le signal officiel à la gare ferroviaire internationale de Souk Ahras de la remise en service de cette ligne, Zahana a souligné que cette liaison ferroviaire aura « des effets positifs sur les habitants des deux pays et sur les opérateurs économiques en termes de transport, d'exportation, de facilitation des échanges commerciaux et économiques et de stimulation du tourisme ». La relance de cette ligne permettra, a-t-il ajouté, d'augmenter le nombre de touristes entre les deux pays et de créer des opportunités d'emploi, notamment dans les services de maintenance des trains.

INCENDIES

Le directeur général des forêts se déplace
à Tizi-Ouzou

Le directeur général des forêts, Djamel Touahria, s'est rendu tôt dans la matinée de dimanche dans la wilaya de Tizi-Ouzou pour superviser les opérations de lutte contre les incendies de Larbaâ Nath Irathen, rapporte un communiqué de la conservation des forêts de Tizi-Ouzou. M. Touahria s'est rendu notamment aux villages de Larbaa Nath Irathen touchés par les incendies des 9 et 10 août, rapporte le même document soulignant qu'un renfort en camions de lutte contre les feux de forêts (CCFL) venant des wilayas de Bouira et Boumerdes, a été envoyé à Tizi-Ouzou. De son côté, le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, s'est déplacé samedi soir à Tizi-Ouzou pour suivre sur place les opérations de lutte contre les incendies de forêts qui se sont déclarés le week-end dernier dans la wilaya, avait rapporté un communiqué de la Protection civile. Le directeur

général s'était enquis du déroulement des opérations de lutte contre les feux de forêt d'Ait Frah, Imrabten et Azouza, dans la commune de Larbaâ Nath Irathen, à une trentaine de kilomètres au centre-est de Tizi-Ouzou. Le colonel Boughlaf avait instruit le directeur chargé de l'organisation et de la coordination des opérations de lutte contre les incendies de renforcer les interventions aériennes et au sol par des moyens humains et matériels supplémentaires, et de donner la priorité à la protection des personnes et des sites d'habitation. Pour rappel, plusieurs foyers d'incendie se sont déclarés vendredi et hier samedi dans la partie centre-Est de Tizi-Ouzou, notamment la commune d'Ait Mahmoud et celle limitrophe, Larbaâ Nath Irathen. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par la Protection civile, le secteur des forêts et les collectivités locales, en plus de la mobilisation du Croissant rouge algérien et

de nombreux citoyens pour les éteindre. Samedi, la Protection civile avait annoncé, dans un communiqué que, selon une situation des opérations de lutte contre les feux de forêt arrêtée à 19 h 30, l'incendie de Takhoukht à Ait Mahmoud et celui de Oued Aissi dans la commune de Tizi-Ouzou ont été éteints. Entre autres moyens mobilisés dans ces opérations, ceux des unités secondaires, de l'unité principale de Tizi-Ouzou et de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts. Ces moyens ont été appuyés par 6 avions bombardiers d'eau AT 802 et un avion BE 200. En outre, les colonnes mobiles de l'Unité d'instruction et d'intervention d'El Hamiz (Alger) et de la wilaya d'El Bayadh qui se trouvaient dans la wilaya de Bouira ainsi que celle de la wilaya de Naâma qui se trouvait à Tizi-Ouzou, en plus du détachement régional de la wilaya de Blida, sont aussi mobilisées.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Une nouvelle réglementation de change en préparation

Le paysage économique international évolue rapidement, marqué par une mondialisation accrue, des changements dans les chaînes d'approvisionnement et une intensification de la concurrence sur les marchés globaux. Dans ce contexte dynamique, l'Algérie ajuste ses ambitions en matière d'exportation et d'investissement pour se positionner comme un acteur clé du commerce international.

Par Mourad A.

Le pays se fixe des objectifs ambitieux, visant à diversifier ses exportations et à renforcer sa présence dans des marchés stratégiques, notamment en Afrique. Cette transformation est également guidée par des réformes cruciales destinées à moderniser le cadre réglementaire et à stimuler les investissements étrangers, tout en répondant aux défis actuels et en capitalisant sur les opportunités émergentes dans l'économie mondiale. Ali Bey Nasri, consultant en export et vice-président de l'ANEXAL, a dévoilé dans son analyse à la radio nationale les réformes nécessaires pour adapter le cadre réglementaire et dynamiser la présence internationale des entreprises algériennes. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III », Ali Bey Nasri a soulevé les enjeux majeurs de la politique algérienne pour booster les exportations, notamment la clarification des règlements de change, la révision des articles pertinents et les initiatives stratégiques en Afrique, tout en mettant en lumière les objectifs ambitieux fixés pour 2030. Il a d'abord évoqué le règlement de change en vigueur depuis 2004 et amendé en 2014, qui présente des ambiguïtés importantes, notamment en ce qui concerne la distinction entre investissements et bureaux de représentation. Il est essentiel de clarifier cette séparation pour permettre aux entreprises algériennes de gagner en visibilité internationale sans être soumises aux mêmes contraintes que les investissements directs. Il a également mis en avant la nécessité de

réviser les articles du règlement, notamment les articles 2 et 3, pour refléter cette distinction. Actuellement, les bureaux de représentation, souvent perçus comme ayant un caractère commercial, sont confondus avec les investissements, ce qui crée une confusion et freine l'internationalisation des entreprises algériennes. Un bureau de représentation n'a pas de caractère commercial et doit être différencié des investissements qui impliquent des transferts significatifs de devises. « Il est crucial de clarifier la distinction entre les bureaux de représentation et les investissements. La confusion vient des présentations commerciales d'Air Algérie et CNAN, ce qui est atypique puisque les bureaux de liaison ne sont pas censés être commerciaux. Le bureau de représentation est un préalable à l'investissement, permettant d'observer le marché et de recruter avant de s'engager pleinement », a-t-il expliqué. S'agissant des comptes exportateurs, Nasri a proposé d'utiliser ces fonds pour soutenir les investissements à l'étranger, notamment en Afrique, afin de construire des réseaux commerciaux solides. Cela permettrait non seulement d'améliorer la présence internationale des entreprises algériennes, mais aussi de faire face à une concurrence accrue sur les marchés mondiaux. Il a également mentionné que ces comptes représentent 20% des exportations et sont encore laissés à l'initiative des exportateurs. Dans le cadre de cette stratégie, l'expert a indiqué que l'expansion bancaire est cruciale. La création de banques au Sénégal et

en Mauritanie, ainsi que les projets d'expansion au Cameroun et en Côte d'Ivoire, visent à faciliter les transactions et à renforcer l'internationalisation des entreprises algériennes. Cependant, il est important de noter que ces banques ne couvriront pas directement les activités des opérateurs économiques ; ces derniers devront ouvrir des comptes et générer des chiffres d'affaires domiciliés dans ces institutions financières. « L'application des orientations présidentielles a conduit à la création de deux banques à l'étranger : Algeria Bank au Sénégal (ABS) et Union Bank en Mauritanie (UBM), avec des projets d'expansion au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Ces banques sont prêtes à accueillir les entreprises algériennes, mais elles ne couvriront pas les activités des opérateurs économiques ; ceux-ci ouvriront des comptes et généreront des chiffres d'affaires dans ces banques. La mise à jour du règlement 14/04 est nécessaire pour clarifier les rôles de l'État, des banques et des opérateurs économiques, face à une concurrence sévère et une offre limitée de produits exportables en Afrique », a-t-il assuré. Nasri a souligné également l'importance de la présence active dans la Zone de Libre-Échange Africaine (ZLECAF) pour ne pas céder le marché aux concurrents internationaux. Les objectifs fixés pour 2030, avec une cible ambitieuse de 29 milliards de dollars d'exportations, nécessitent un développement stratégique des filières minérales, pharmaceutiques et céramiques. Il est crucial que l'Algérie identifie et développe ces secteurs pour renforcer sa compétitivité sur le marché international.

CONSTANTINE/PERTES AGRICOLES

Lancement de l'opération d'indemnisation des céréaliculteurs

L'opération d'indemnisation des céréaliculteurs dont les récoltes ont été endommagées par les incendies et la grêle durant la saison agricole 2023-2024, a été entamée dimanche par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Constantine, a indiqué son directeur, Adel Boudermine. Mobilisant une enveloppe financière globale qui dépasse 46 millions DA pour une superficie de 975 hectares endommagés à cause des incendies et de la grêle, l'opération d'indemnisation cible 32 agriculteurs adhérent à la CRMA, relevant de différentes communes de la wilaya, a précisé à l'APS le même responsable. La superficie affectée par les chutes de grêle, enregistrées durant le mois de mai dernier, est estimée à 920 hectares dont la plus grande partie affectée a été signalée dans la commune d'Ouled Rahmoune (500 hectares), le reste est réparti sur les communes d'Ibn Badis, d'Ain Abid et d'El Khroub, a indiqué la même source. S'agissant des pertes provoquées par les incendies, la même source, a encore détaillé que 55 hectares de céréales ont été détruits durant les mois de juin et de juillet précédents, ajoutant que le montant financier réservé à l'indemnisation des agriculteurs concernés, dans les communes d'Ain Abid, de Hamma Bouziane, d'Ibn Badis, d'El Khroub, d'Ouled Rahmoune et d'Ain Smara a atteint 2,900 millions DA. Le nombre de céréaliculteurs assurés à la CRMA de Constantine, au titre de la saison agricole 2023-2024, a dépassé 900 agriculteurs, a-t-on signalé des services de la Caisse.

ERADICATION DE PRÈS DE 45 000 HABITATS PRÉCAIRES ENTRE 2019 ET 2023

La politique nationale du logement saluée

Le programme de résorption de l'habitat précaire a donné lieu à l'éradication de près de 45.000 unités sur la période 2019-2023, a indiqué le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) dans son dernier rapport sur le développement social et humain en Algérie. Selon ce document, dont l'APS a obtenu une copie, près de 45.000 habitats précaires ont été éradiqués, répartis sur 6.117 unités résorbées durant l'année 2023, 6.210 unités en 2022, 11.291 unités en 2021, 10.759 unités en 2020 et 10.225 unités en 2019. Le CNESE souligne dans son rapport que la politique nationale du logement a connu d'"importants développements" durant la période 2019-2023 pour répondre aux besoins croissants de la population, des programmes de construction et réhabilitation ayant été mis en œuvre afin de fournir des logements décents et abordables à tous les citoyens, tout en éradiquant les bidon-

viles et créant un marché immobilier dynamique, notamment en milieu rural et via l'auto-construction. Et dans l'optique de renforcer le financement du secteur du logement, la Caisse nationale du logement (CNL) a été transformée en banque de l'habitat en 2022, venant ainsi étayer le tissu bancaire dédiée à ce domaine. Le CNESE a fait observer aussi que le dynamisme du secteur avait permis de faire passer le parc immobilier national à plus de 10,5 millions en 2022, soit 2,9 millions de plus comparativement au nombre enregistré il y a dix ans. Dans ce cadre, le Conseil évoque la diversification de l'offre de logement (LPL, LPA, AADL, LPP, Logement rural, auto-construction) pour répondre aux différentes catégories socioprofessionnelles selon leurs revenus. Ainsi, durant cette période, 215.790 unités ont été réalisées dans le cadre de la formule de Logement public locatif (LPL), financée entièrement par l'Etat et destinée aux ménages à faibles reve-

nus, alors que 404.888 unités ont été attribuées. Concernant le Logement promotionnel aidé (LPA), destiné aux demandeurs aux revenus moyens, avec un apport personnel de 20% et un prêt bonifié de 1à 3% financé par le Trésor public, ainsi qu'une aide de la CNL, 61.364 unités ont été réalisées et 56.275 unités ont été attribuées. La formule Location-vente "AADL", subventionnée avec possibilité d'acquisition ultérieure, a enregistré entre 2019 et 2023 un nombre de 372.541 unités réalisées et 427.850 unités attribuées, dont 123.850 unités en 2023. Quant au Logement promotionnel public (LPP), destiné aux ménages aux revenus de 6 à 12 fois le SNMG, elle a enregistré 23.687 unités réalisées et 9.166 unités attribuées. Pour sa part, le logement rural visant à fixer la population dans les zones rurales par l'accès à un logement décent moyennant une participation, a enregistré 294.056 unités réalisées et 229.309 unités attribuées, dont 63.309

en 2023. S'agissant de l'auto-construction, le nombre de logements financés a atteint 37.947 unités réalisées et 119.343 unités attribuées durant cette période. Ces efforts ont permis de faire baisser le taux d'occupation par logement entre 2019 et 2023, passant de 4,46 habitants par logement en 2019 à 4,25 en 2023. Ce taux est prévu pour diminuer à 4,18 d'ici fin 2024, selon le rapport. Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et de la promotion des espaces verts, le CNESE souligne que cette période a été marquée par l'aménagement effectif de ces espaces afin de préserver les équilibres écologiques et climatiques "ce qui se répercute positivement sur la santé et la tranquillité publique". Ainsi, il a été réalisé durant cette période 55 études d'aménagement et de réhabilitation de parcs urbains, ainsi qu'un inventaire national des espaces verts et une démarche de classement de ces espaces. Agence

AIN TÉMOUCHENT

Un enfant décédé par noyade au niveau de la plage Sassel

Un enfant âgé de huit (8) ans est décédé, samedi soir, par noyade au niveau de la plage Sassel dans la commune d'Ouled Boudjemaâ (Ain Témouchent), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. Les agents de la Protection civile chargés de la surveillance de la plage de Sassel ont accouru pour sauver l'enfant noyé avant de l'évacuer vers le centre des urgences médicales au niveau de la même plage où son décès a été constaté par le médecin permanencier, ajoute la même source. Le corps de la victime, originaire de la commune de Béni Saf, a été transféré à la morgue de l'hôpital d'El Amria, selon les mêmes services. Il s'agit du deuxième décès par noyade enregistré en moins de 48 heures après celui d'un enfant de cinq (5) ans, survenu vendredi au niveau de la plage du puits (Béni Saf).

CHINE

Lancement du premier festival international de la croisière à Shanghai

La métropole orientale chinoise de Shanghai a lancé son premier Festival international de la croisière afin de profiter pleinement de l'essor des voyages en croisière. Le festival, qui se déroulera jusqu'au 31 août, verra le lancement d'un grand nombre de nouveaux produits liés à l'économie des croisières, ainsi que des activités de promotion de l'industrie des croisières. Lors de l'inauguration de ce festival, le secrétaire général adjoint du gouvernement municipal de Shanghai, Liu Ping a noté que l'industrie des croisières était d'une grande importance pour l'expansion de la demande intérieure, la libération du potentiel de consommation et la promotion d'une ouverture de haut niveau. "La ville continuera à offrir de nouveaux scénarios de consommation et de nouveaux services pour l'industrie des croisières afin de répondre à la demande des consommateurs", a indiqué M. Liu. Le festival est organisé en vue de renforcer la position de Shanghai en tant que centre international de consommation et pôle d'attraction pour l'installation de sièges de compagnies de croisières internationales.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE PROCHAIN

Hidaoui appelle les jeunes à participer avec efficacité

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé samedi depuis Bordj Bou Arreridj cette catégorie de la société "à participer avec efficacité à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain pour consolider les acquis de développement et préserver la stabilité à tous les niveaux". Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture du "séminaire de la jeunesse de Bordj Bou Arreridj", au centre des loisirs scientifiques "Benhalla Ali", M. Hidaoui a dit: "nous avons œuvré au cours des deux dernières années à encourager cette catégorie importante de la société à contribuer au processus de décision par une forte et efficace participation pour as-

surer le succès du prochain scrutin présidentiel". M. Hidaoui a ajouté qu'après la première phase de l'initiative "Haya Chabab" lancée par le CSJ et qui constituait une campagne de sensibilisation pour encourager cette catégorie à s'inscrire aux listes électorales, la wilaya de Bordj Bou Arreridj connaît actuellement la seconde étape de l'initiative menée à travers un programme animé par les membres locaux du CSJ d'ateliers de formation incitant les jeunes des différentes régions de la wilaya à contribuer au succès de la prochaine élection. L'intervenant a assuré dans le même contexte que "le travail de sensibilisation sera intensifié dans cette prochaine étape à travers tous le territoire du pays",

ajoutant: "nous devons être conscient du défi que nous affrontons et participer avec force et efficacité pour concrétiser les ambitions nourries par les Algériens et pour consolider les acquis obtenus par notre chère patrie". Après l'ouverture des ateliers de formation de cette rencontre visant à consolider la participation des jeunes au processus électoral, M. Hidaoui a effectué une tournée à travers les cafétérias et les places publiques du chef-lieu de wilaya et a rencontré des jeunes. Il a appelé à cette occasion les jeunes à participer avec force pour assurer le succès du prochain rendez-vous électoral et à voter en toute transparence et choisir le candidat qui dirigera le pays lors de la prochaine étape.

RÉAFFECTATION DES BIENS CONFISQUÉS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le secteur agricole bénéficie de trois entreprises

Le secteur de l'agriculture et du développement rural a bénéficié de trois (3) entreprises dans le cadre de la réaffectation des biens mobiliers et immobiliers confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption, a indiqué samedi un communiqué du ministère. "Suite à la réunion du Conseil des participations de l'Etat

(CPE), tenue le 5 août 2024 et consacrée au règlement définitif du dossier des biens immobiliers et mobiliers confisqués par des décisions définitives de justice dans le cadre de la lutte contre la corruption et le transfert de propriété au profit d'entreprises publiques économiques, le secteur agricole a bénéficié de trois (3) entre-

prises dont les actes de transfert ont été signés avec les services du Domaine national pour leur mise en exploitation effective", selon le communiqué. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la production de viandes blanches et d'œufs, dont la propriété a été transférée au Groupe Agro-Logistique

Agrolog, d'une entreprise spécialisée dans la production de fromages, qui a été rattachée au Groupe Giplait, et d'une entreprise de production d'huile d'olive, qui relève désormais de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques DCAS, a précisé le communiqué.

ÉNERGIE

Les prix du pétrole se stabilisent, ceux du gaz flambent

Les énergies fossiles ont encore de l'avenir. Le pétrole et le gaz sont incontournables dans le contexte actuel et le resteront encore pendant plusieurs années. Toutefois, les prix du pétrole et du gaz sont soumis aux aléas du marché. Actuellement, alors que les prix du pétrole ont nettement reculé avant de se reprendre, ceux du gaz ont flambé, atteignant leur plus haut niveau depuis le début de l'année.

Ce samedi, les transactions sur les marchés pétroliers sont à l'arrêt en raison du week-end, mais la veille, les prix se sont ressaisis et ont renoué avec leur courbe haussière. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, est cédé à 79,47 dollars. Quant à son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), il est affiché à 76,98 dollars le baril. Ces prix ont encore glané 2 dollars par rapport au jeudi 8 août.

• John Kilduff d'Again Capital. explique que « le marché des actions s'est bien redressé après la dislocation du début de semaine dans laquelle a été entraîné le pétrole, car les investisseurs cherchaient à lever des fonds de toutes les direc-

tions». Il faut dire que la situation économique aux États-Unis d'Amérique a largement contribué à la hausse des prix de l'or noir. En effet, les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux

États-Unis ont reculé plus que prévu la semaine dernière à 233 000 contre 240 000 attendus, ce qui a apaisé les craintes des investisseurs sur la récession dans la première économie mondiale.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الاستهلاك ليوم 11 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	89	109	69	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	65	78	52	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف	
	Ail sec	344	403	284	الثوم الجاف	
	Carotte	69	77	61	الجزر	
	Navet	110	123	98	لفت	
	Poivron	97	109	85	الفلفل الأخضر	
	Piment	107	120	94	الفلفل الحار	
	Courgette	84	96	73	الكوسية	
	Haricot vert	209	230	187	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	95	106	83	الغس		
Fruits frais	Pomme locale	416	528	304	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	550	680	421	التمر	
	Melon	99	111	87	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	81	92	70	البطيخ الأحمر	
	Banane	401	415	387	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1784	1917	1651	لحم البقر المحلي	للمنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	489	503	476	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

FLUCTUATIONS DU MARCHÉ DES CÉRÉALES

L’Algérie diversifie ses fournisseurs

Au cours de ces dernières années, l'Algérie a connu d'importantes fluctuations dans ses importations de céréales, notamment en ce qui concerne le blé et l'orge. Ces variations reflètent non seulement les dynamiques changeantes des marchés internationaux, mais aussi les stratégies d'approvisionnement du pays face à des défis mondiaux tels que la guerre en Ukraine et les ajustements économiques post-Brexit. Selon les estimations du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), les évolutions récentes des importations algériennes témoignent d'une adaptation continue aux conditions globales et d'une gestion prudente des ressources pour assurer la sécurité alimentaire nationale.

Par Mourad A.

Au cours des périodes de juillet à mai des années 2022/23 et 2023/24, l'Algérie a observé des changements notables dans ses importations de blé, selon le rapport américain. Les achats auprès de l'Union européenne ont diminué de 31 %, passant de 4 171 494 tonnes en 2022/23 à 2 889 085 tonnes en 2023/24. Une baisse similaire de 29 % a été enregistrée pour les importations en provenance du Canada, qui sont passées de 1 030 072 tonnes à 734 970 tonnes. En revanche, les importations en provenance des États-Unis ont connu une augmentation significative de 60 %, atteignant 309 233 tonnes en 2023/2024. La Turquie a également émergé comme un fournisseur majeur, avec une augmentation spectaculaire de 1710 % de ses exportations vers l'Algérie, passant de 16 027 tonnes en 2022/23 à 290 200 tonnes en 2023/24. L'Ukraine, malgré le contexte difficile de guerre, a vu ses exportations vers l'Algérie augmenter de 49 % pour atteindre 270 482 tonnes. De même, l'Australie a considérablement augmenté ses exportations de blé vers l'Algérie, enregistrant une hausse de 447 % pour atteindre 166 086 tonnes en 2023/24. Cependant, aucun blé n'a été

importé du Royaume-Uni ni du Brésil en 2023/24, alors que de légères importations avaient été observées l'année précédente. Globalement, les importations de blé de l'Algérie ont diminué de 18 %, passant de 5 712 741 tonnes en 2022/23 à 4 660 057 tonnes en 2023/24. En parallèle, le rapport a indiqué que les importations d'orge par l'Algérie ont également fluctué au cours des dernières années. L'Algérie a cessé d'importer de l'orge de Russie après l'année commerciale 2020/21, et ses importations en provenance du Royaume-Uni et de l'Argentine ont été limitées à la même période. Cependant, l'Union européenne est restée un fournisseur clé, bien que ses exportations d'orge vers l'Algérie aient diminué en 2022/23 avant de remonter à 372 820 tonnes au cours des onze premiers mois de 2023/24. La Turquie, qui n'avait pratiquement pas exporté d'orge vers l'Algérie avant 2021/22, a maintenu ses exportations autour de 2 800 tonnes. L'Ukraine a également vu une diminution de ses exportations d'orge vers l'Algérie en 2023/24, bien qu'elles restent une source importante pour ce produit. En résumé, les importations totales d'orge de l'Algérie ont chuté de manière significative en 2022/23, mais ont partiellement rebondi

en 2023/24 pour atteindre 414 454 tonnes. Quant aux prévisions de production, d'approvisionnement et de distribution de blé en Algérie pour les années 2022/2023, 2023/2024 et 2024/2025, plusieurs tendances peuvent être observées. La superficie récoltée est stable selon l'USDA, mais légèrement plus élevée selon les nouvelles estimations, atteignant 2 075 000 hectares. La production de blé devrait rester constante d'année en année, avec une légère augmentation prévue pour 2024/2025. Les importations, bien qu'élévées, montrent une tendance à la baisse, surtout pour 2024/2025, tandis que la consommation devrait rester relativement stable, avec une légère baisse selon les nouvelles estimations. Les stocks de fin varient d'une année à l'autre, mais une diminution progressive est attendue pour 2024/2025. Ces projections mettent en lumière une gestion prudente des ressources, visant à stabiliser la production de blé et à assurer la sécurité alimentaire du pays face à une demande intérieure croissante. Les légères différences entre les chiffres de l'USDA et les nouvelles estimations, notamment en ce qui concerne la superficie récoltée et la consommation, suggèrent une adaptation continue aux réalités du marché.

SOLIDARITÉ

Lancement d’une opération de distribution de plus de 180.000 cartables scolaires

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a, annoncé, hier à Alger, le lancement d'une opération de distribution de plus de 180.000 cartables scolaires, à travers le territoire national, au profit d'enfants issus de familles démunies, en prévision de la rentrée scolaire 2024-2025. En visite à l'école des enfants non-voyants d'El Achour (Alger) où elle s'est enquis du déroulement de cette opération de solidarité, la ministre a fait état de la distribution, en cours, de plus de 180.000 cartables équipés de fournitures scolaires et de tabliers au profit d'enfants issus de familles démunies, dont des enfants aux besoins spécifiques et ce, en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2024-2025. "Conformément aux instructions du pré-

sident de la République, les préparatifs de cette opération ont débuté depuis le mois d'avril dernier, afin de remettre les fournitures scolaires à leurs bénéficiaires avant la rentrée scolaire", a indiqué la ministre, soulignant que cette opération était supervisée par le secteur de la solidarité nationale, en coordination avec les secteurs concernés à l'instar de de l'éducation nationale et des collectivités locales. A cet égard, la ministre a mis en avant le rôle des cellules de proximité de son secteur, qui ont mené des enquêtes sociales pour définir les besoins des familles nécessiteuses, rappelant nombre de mesures prises par son département, à cet effet, dont l'octroi d'une allocation forfaitaire de solidarité. Dans le même contexte, Mme Krikou a mis en avant les programmes de son secteur dans le domaine de l'éduca-

tion et de l'enseignement spécialisé à travers un réseau d'établissements regroupant 239 établissements spécialisés et 18 annexes appuyées par un encadrement pédagogique, et un accompagnement psychologique pour la prise en charge de 34.000 enfants aux besoins spécifiques. Par ailleurs, la ministre a procédé au niveau de la promenade des Sablettes, à l'ouverture de l'exposition de la femme productive, consacrée à la vente de fournitures scolaires, où elle a sillonné les différents pavillons de l'exposition. Cette exposition, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme sectoriel commun, en soutien à l'association de la femme à la production nationale, tend à mettre en lumière les produits de la femme productive.

R E.

TÉLÉPHONIE MOBILE/
DJEZZY

14,6 milliards DA d’investissements au 1er semestre 2024

L'opérateur de téléphonie mobile Djazzy a investi un montant total de 14,6 milliards DA durant le premier semestre de l'année 2024, notamment pour améliorer la qualité du réseau et accélérer le déploiement de la 4G, a-t-il annoncé dimanche. «En termes d'investissement, Djazzy a consacré 6,3 milliards DA au cours du deuxième trimestre 2024, portant le total des investissements depuis janvier 2024 à 14,6 milliards DA. Ce qui démontre une hausse semestrielle de 5,6% par rapport à la même période en 2023», a indiqué l'entreprise dans un communiqué portant sur ses résultats financiers. En faisant le bilan sur les deux années après le rachat, par le Fonds national d'investissement (FNI), de la quasi-totalité des actions de l'entreprise en août 2022, l'opérateur de la téléphonie mobile a assuré avoir réalisé une «forte croissance à deux chiffres, une performance inédite jamais réalisée par l'entreprise depuis plus de 10 ans ». A cet effet, il a précisé que son chiffre d'affaires a augmenté de 18,4% durant cette période générant, ainsi, près de 17 milliards DA de revenus additionnels, alors que l'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement, ndlr) a connu une hausse de 19,7%. En outre, Djazzy a renforcé sa base client en enregistrant plus de 1,6 million de nouveaux abonnés, tandis que les investissements ont accru passant d'une moyenne annuelle de 15 milliards DA à plus de 25 milliards DA après le rachat, est-il encore mentionné dans le communiqué. Ces investissements consentis en deux ans ont eu pour résultats l'amélioration du débit internet de 91%, l'élargissement de la couverture de la population en 4G marquant une évolution de 19,7 points et l'expansion du réseau commercial à travers l'ouverture de 15 nouvelles boutiques, dont une dizaine dans les wilayas du Grand Sud du pays, a fait savoir l'opérateur. S'agissant des résultats opérationnels du deuxième trimestre 2024, Djazzy a fait état d'un chiffre d'affaires de 27,9 milliards DA, en progression de 10,6% par rapport à la même période en 2023. Au cours du deuxième trimestre 2024, la base client a connu aussi une croissance "significative", atteignant 16,2 millions d'abonnés, soit une augmentation de 5,7% par rapport à l'année précédente, a-t-on précisé de même source.

TÉBESSA

Saisie de plus de 34.000 comprimés hallucinogènes

La brigade de lutte contre la grande criminalité au service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Tébessa a saisi 34.200 comprimés hallucinogènes et arrêté deux suspects, a-t-on indiqué samedi dans un communiqué de la cellule de communication de cette Sûreté. Selon le communiqué, les policiers agissant suite à des informations relatives au transport par deux personnes d'une grande quantité de psychotropes ont dressé un barrage de sécurité entre les deux villes d'Oum Ali et Bir El Ater parvenant ainsi à arrêter un individu en possession de deux sacs contenant ladite quantité de comprimés hallucinogènes. Après l'ouverture d'une enquête profonde, l'identité d'un second suspect a été déterminée conduisant à son arrestation, selon la même source. Au terme des procédures d'enquête, les deux mis en cause ont été présentés devant le parquet local qui a ordonné leur placement en détention provisoire, a ajouté le communiqué.

TISSEMSILT

Deux morts et quatre blessés dans un accident de la circulation

Deux personnes sont mortes et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, dans l'après-midi de samedi à Tissemsilt, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile. La même source a précisé que l'accident s'est produit au niveau de l'un des tronçons de la Route nationale (RN14), reliant les communes de Theniet El-Had et El-Youssoufia, au lieu-dit "Lemkem", à la suite d'une collision entre deux voitures, provoquant la mort, sur le coup, de deux enfants (6 et 13 ans) et des blessures à quatre personnes. Les éléments de la Protection civile sont intervenus sur les lieux de l'accident pour porter secours et assistance médicale aux blessés avant de les évacuer vers le service des urgences de l'hôpital de la ville de Theniet El-Had et déposer les dépouilles des deux personnes décédées à la morgue du même hôpital. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour élucider les circonstances de ce drame de la route.

COMPLEXE "ETOILE DE L'EST" D'AÏN ABID À CONSTANTINE

Pari sur l'agrotourisme et les loisirs champêtres

Le complexe touristique "Etoile de l'Est" à Bordj Mehiris, dans la commune d'Ain Abid (Constantine) est le premier établissement de la wilaya à miser sur le tourisme agricole, ce qui peut en faire une destination de prédilection des familles à la recherche d'une expérience différente et plus connectée à la nature et à la culture locale.

Le directeur du complexe, Iliès Benzaoui, affirme que cette exploitation agricole privée couvrant 200 hectares, dont 60 dédiés à l'arboriculture fruitière (pêche, nectarine, abricot, poire et olive) et 140 ha pour la céréaliculture et les légumineuses, comprend le complexe touristique "Etoile de l'Est" qu'il considère comme "le premier établissement en Algérie destiné à promouvoir le tourisme rural". En plus du complexe proprement dit et des cultures pratiquées, l'exploitation voue également 8 hectares à l'élevage équin (chevaux Barbe), avec un club équestre à même d'abriter des compétitions de saut d'obstacles. La ferme renferme aussi une activité apicole forte de 120 ruches, un équipement frigorifique d'une capacité de 4.000 m3 et 3 puits destinés à l'irrigation des cultures agricoles, selon M. Benzaoui. Selon ce dernier, la concrétisation de projet avait été précédée d'une préparation minutieuse marquée par l'organisation de sorties pour les familles et les étudiants qui ont pu s'adonner à de nombreuses activités liées à l'agriculture et à la vie rurale, tout en se

divertissant et en se familiarisant avec les parcours techniques en matière de travail de la terre et en participant aux opérations de récolte avec dégustation de produits du terroir. Pour mener à bien cette expérience d'agrotourisme, le complexe "Etoile de l'Est" a procédé à l'installation de chalets totalisant 106 lits pour l'hébergement, à l'aménagement d'espaces de camping, outre la mise en place de petites surfaces pour la vente de produits agricoles "de la ferme au consommateur" et l'organisation de nombreuses activités de plein air, y compris à caractère scientifique, offrant aux visiteurs une multitude d'opportunités de découverte en profitant de superbes paysages et en se détendant loin de l'agitation des villes.

Une plage artificielle respectueuse de l'environnement

Le complexe touristique "Etoile de l'Est" comprend également – cerise sur le gâteau -- une plage artificielle "écologique" qui utilise quelque 2.000 m3 d'eau et pouvant accueillir quotidiennement plus de

600 personnes. La plage offre un service de qualité aux baigneurs dont le nombre atteint, en cette période de chaleur, quelque 2.000 visiteurs par semaine. Selon M. Benzaoui, cette piscine a été conçue en tant qu'installation respectueuse de l'environnement grâce à son sable naturel et à la réutilisation de l'eau, grâce à un ingénieux système de collecte, pour l'irrigation agricole, en plus de la mise en place de parasols fabriqués avec des matériaux recyclables. Des visiteurs rencontrés sur les lieux par l'APS considèrent que la plage artificielle constitue "un véritable atout dans la wilaya de Constantine" et "offre une véritable alternative aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer vers les villes côtières". D'autres, faisant part de leur "admiration" devant ce complexe touristique d'un nouveau genre, combinant avantageusement agriculture et tourisme, soulignent avoir particulièrement apprécié "la sécurisation des lieux, la qualité du restaurant et les nombreuses activités à disposition, telles que le vélo, le quad et l'équitation.

BLIDA

Ouverture de 15 nouvelles spécialités à la session professionnelle d'octobre

Quinze (15) nouvelles spécialités de formation adaptées aux besoins du marché local, des collectivités et des entreprises économiques de Blida seront ouvertes à la session professionnelle d'octobre prochain, a-t-on appris samedi de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya. Selon le responsable de la direction, Mohamed Adid, le secteur verra l'ouverture de 15 nouvelles spécialités relatives, entre autres, au développement d'applications logicielles informa-

tiques, à l'Institut d'enseignement professionnel de Bougara, et la maintenance des systèmes mécaniques automatisés à l'Institut national des arts et industries graphiques (INSIAG), qui a également vu l'ouverture d'une nouvelle spécialité en transformation de papier. A cela s'ajoute l'ouverture au profit de la femme rurale et de tous les jeunes intéressés, d'une spécialité en culture des plantes aromatiques et médicinales à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle en Agriculture (INSFP) de

Bougara, théâtre, aussi, de l'ouverture pour la première fois de la spécialité "jardinier-paysagiste". D'autres spécialités ont été spécialement créées pour assurer une main d'œuvre qualifiée au profit des entreprises économiques locales, dont la maintenance mécanique des installations mécaniques et des industries du fer, réhabilitation des bâtiments, moulage par injection en plomberie, plâtrier et conduite de machines industrielles. Ces spécialités ont été créées sur la base de correspondances et de ren-

contres avec les directions concernées et nombre de partenaires économiques et sociaux pour évaluer leurs besoins en matière de formation, a assuré le même responsable. A noter que le secteur de la formation professionnelle de Blida compte 39 établissements de formation, dont 24 relevant du secteur public et 15 privés, assurant en tout 10.592 places pédagogiques et 1.940 lits répartis sur les 25 communes de la wilaya.

BECHAR

Cycle de formation des policiers aux techniques de premiers secours

Un cycle de formation aux techniques de premiers secours et de prise en charge des personnes, notamment les toxicomanes, est actuellement initié par les services de la Protection civile (PC) au profit des éléments des services de lutte anti-drogue de la sûreté de wilaya de Bechar, a-t-on appris samedi de la direction de la PC. Cette formation, dont a bénéficié déjà une trentaine d'éléments, vise à initier les policiers aux techniques des premiers secours et de prise en charge adé-

quates des différentes personnes, notamment celles souffrant de troubles liés à l'usage de drogues et de psychotropes, et ce pendant leur arrestation et détention pour les besoins des enquêtes judiciaires, a précisé le chargé de la communication à la direction de wilaya de la PC. Devant se poursuivre jeudi prochain au profit d'une trentaine d'autres policiers, ce cycle s'inscrit au titre des efforts des différents secteurs dans la prévention et la lutte contre toutes formes de criminalité et la toxicomanie,

et a pour objectif la concrétisation de la stratégie nationale de prise en charge adéquate des personnes dépendantes aux drogue et ayant affaire avec la justice, a-t-il expliqué. La formation des policiers aux gestes et contacts à effectuer avec les toxicomanes a pour but aussi d'améliorer leurs compétences et connaissances en la matière pour leur permettre d'accomplir leur mission dans le strict respect des personnes et de la loi, a conclu la même source.

GUERRE

Les États-Unis et la Chine vont-ils prendre en compte les leçons du XX^e siècle ?

1^{ère} partie

En plein été, et alors que l'Europe présente un bon niveau de stockage de gaz pour se préparer à l'hiver, les prix de cet hydrocarbure connaissent une forte hausse sur les bourses d'échange. En cause, notamment : l'offensive de l'Ukraine en Russie, toujours en cours, intervient près d'un nœud de transit crucial pour le gaz russe. Mais ce n'est pas la seule raison, et d'autres incidents pourraient venir aggraver la situation.

Par RODD ARNE WESTAD (*)

Dans *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914*, l'historien britannique Paul Kennedy explique comment deux peuples traditionnellement amis se sont retrouvés dans une spirale d'hostilité mutuelle qui a conduit à la Première Guerre mondiale. Des forces structurelles majeures ont été à l'origine de la concurrence entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne : les impératifs économiques, la géographie et l'idéologie. L'essor économique rapide de l'Allemagne a modifié l'équilibre des forces et permis à Berlin d'étendre sa sphère stratégique. Une partie de cette expansion – en particulier dans le domaine maritime – est intervenue dans des zones où la Grande-Bretagne avait des intérêts stratégiques importants et bien établis. De plus en plus, les deux puissances se sont vues comme des opposantes idéologiques, exagérant à l'extrême leurs différences. Les Allemands caricaturaient les Britanniques en les qualifiant tout simplement d'exploiteurs du monde avides d'argent, et les Britanniques dépeignaient les Allemands comme des malfaisants autoritaires déterminés à s'étendre et à opprimer. Les deux pays paraissaient engagés sur une trajectoire conflictuelle et promis à la guerre. Mais ce ne sont pas les pressions structurelles, aussi importantes soient-elles, qui ont déclenché la Première Guerre mondiale. Celle-ci a éclaté par la faute de décisions individuelles fortuites et d'un profond manque d'imagination de part et d'autre. Certes, on a toujours envisagé la possibilité d'une guerre. Cependant, elle ne devenait inévitable que si l'on adhérait au point de vue profondément anhistorique voulant qu'un compromis entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne soit impossible. La guerre n'aurait peut-être pas eu lieu si les dirigeants allemands, qui ont succédé au chancelier Otto von Bismarck, n'avaient pas eu la témérité de modifier l'équilibre des forces navales. L'Allemagne a proclamé sa domination en Europe et a insisté sur ses droits en tant que grande puissance, rejetant les réserves relatives au respect des règles et des normes de comportement international. Cette attitude a suscité de vives inquiétudes de la part d'autres pays, et pas seulement de la Grande-Bretagne. Il était difficile pour l'Allemagne de prétendre, comme elle l'a fait, qu'elle voulait créer un nouvel ordre mondial plus juste et plus solidaire, alors qu'elle menaçait ses voisins et s'alignait à un empire austro-hongrois en dé-

liquescence qui faisait tout pour dénier les aspirations nationales des peuples situés à ses frontières. Une même vision étroite des choses prévalait dans l'autre camp. Winston Churchill, commandant en chef de la marine britannique, déclarait en 1913 que la position prééminente de la Grande-Bretagne sur la scène mondiale « semble souvent moins légitime aux yeux des autres qu'aux nôtres ». Le regard que les Britanniques portaient sur les autres manquait le plus souvent de cette même lucidité. Les responsables et les commentateurs se déchaînaient contre l'Allemagne, dénonçant tout particulièrement ses pratiques commerciales déloyales. Londres regardait Berlin avec méfiance, interprétant toutes ses agissements comme autant des preuves de ses intentions agressives et ne comprenant pas les craintes que nourrissait l'Allemagne pour sa propre sécurité sur un continent où elle était entourée d'ennemis potentiels. Bien entendu, l'hostilité britannique n'a fait que renforcer les craintes allemandes et attiser les ambitions de l'Allemagne. « Peu semblent avoir fait preuve de générosité ou de perspicacité pour tenter d'améliorer à grande échelle les relations anglo-allemandes », déplore Kennedy. Une telle générosité ou perspicacité fait également cruellement défaut dans les relations entre la Chine et les États-Unis aujourd'hui. Comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne avant la Première Guerre mondiale, la Chine et les États-Unis semblent enfermés dans une spirale infernale, qui pourrait se solder par un désastre pour les deux pays et pour le monde en général. Comme il y a un siècle, des facteurs structurels profonds alimentent l'antagonisme. La concurrence économique, les craintes géopolitiques et une profonde méfiance renforcent la probabilité d'un conflit. Cependant, force est de constater que le destin n'est pas lié à la structure. Les décisions prises par les dirigeants peuvent empêcher la guerre et permettre de mieux gérer les tensions qui résultent invariablement de la rivalité entre grandes puissances. Comme dans le cas de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, les forces structurelles pourraient pousser les événements à leur paroxysme, mais un désastre ne peut survenir que si la cupidité et l'incompétence des êtres humains atteignent une échelle colossale. Inversement, un discernement et une compétence éclairés peuvent permettre d'éviter les pires scénarios.

LES LIGNES SONT TRACÉES

Tout comme l'hostilité entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne il y a plus

d'un siècle, l'antagonisme entre la Chine et les États-Unis a des racines structurelles profondes. Son origine remonte à la fin de la guerre froide. Au cours des dernières phases de ce grand conflit, Pékin et Washington avaient été en quelque sorte des alliés, car tous deux craignaient la puissance de l'Union soviétique plus qu'ils ne se craignaient l'un l'autre. Mais l'effondrement de l'État soviétique, leur ennemi commun, a eu pour conséquence presque immédiate de pousser les décideurs politiques à se concentrer davantage sur ce qui séparait Pékin et Washington que sur ce qui les rapprochait. Les États-Unis ont de plus en plus dénoncé le caractère répressif du gouvernement chinois. Quant à la Chine, elle n'appréciait guère l'hégémonie mondiale des États-Unis, marquée par l'ingérence de ces derniers. Cependant, ce raidissement des positions n'a pas conduit à une détérioration immédiate des relations entre les États-Unis et la Chine. Au cours de la décennie et demie qui a suivi la fin de la guerre froide, les administrations américaines successives ont estimé qu'elles auraient beaucoup à gagner en soutenant la modernisation et la croissance économique de la Chine. À l'instar des Britanniques, qui avaient initialement salué l'unification de l'Allemagne en 1870 et l'expansion économique allemande par la suite, les Américains souhaitaient, par intérêt personnel, favoriser la croissance de Pékin. La Chine représentait un énorme marché pour les biens et les capitaux américains et, de plus, elle paraissait décidée à faire des affaires à l'américaine, en adoptant les modes de consommation et les conceptions américaines concernant le fonctionnement des marchés aussi aisément qu'elle adoptait les styles et les marques américaines. L'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient engagés sur une trajectoire conflictuelle – mais la Première Guerre mondiale était loin d'être inévitable. Sur le plan géopolitique, cependant, la Chine était beaucoup plus circonspecte à l'égard des États-Unis. L'effondrement de l'Union soviétique a ébranlé les dirigeants chinois et le succès militaire des États-Unis lors de la guerre du Golfe de 1991 leur a fait prendre conscience que la Chine se trouvait désormais dans un monde unipolaire dans lequel les États-Unis pouvaient déployer leur puissance presque à volonté. À Washington, nombreux sont ceux qui ont été révoltés de voir la Chine recourir à la force contre sa propre population sur la place Tiananmen en 1989 et ailleurs. À l'instar de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dans les années 1880 et 1890, la Chine et les États-Unis ont adopté une attitude

plus hostile l'un envers l'autre, alors même que leurs échanges économiques se développaient. Ce qui a réellement changé la dynamique entre les deux pays, c'est la réussite économique sans précédent de la Chine. En 1995, le PIB de la Chine représentait environ 10 % du PIB des États-Unis. En 2021, il était passé à environ 75 % de celui-ci. En 1995, les États-Unis produisaient environ 25 % de la production manufacturière mondiale et la Chine moins de 5 %. Aujourd'hui, la Chine a dépassé les États-Unis. L'année dernière, la Chine a produit près de 30 % de la production manufacturière mondiale, et les États-Unis seulement 17 %. Ces chiffres sont loin d'être suffisants pour mesurer l'importance économique d'un pays, mais ils donnent une idée de son poids dans le monde et permettent de déterminer sa capacité à fabriquer des produits, y compris du matériel militaire. Sur le plan géopolitique, la perception des États-Unis par la Chine a commencé à se dégrader en 2003 avec l'invasion et l'occupation de l'Irak. La Chine s'est opposée à l'attaque menée par les États-Unis, même si Pékin ne se souciait guère du régime du président irakien Saddam Hussein. Plus que les capacités militaires dévastatrices des États-Unis, ce qui a réellement choqué les dirigeants de Pékin, c'est la facilité avec laquelle Washington pouvait balayer les questions de souveraineté et le principe de non-intervention, concepts qui constituaient les piliers de l'ordre international que les Américains avaient incité la Chine à rejoindre. Les responsables politiques chinois craignaient de voir peu de contraintes peser sur le comportement futur des États-Unis s'ils étaient capables de bafouer aussi facilement les normes qu'ils exigeaient des autres. Le budget militaire de la Chine a doublé entre 2000 et 2005, avant de doubler à nouveau en 2009. Pékin a également lancé des programmes visant à mieux former ses militaires, à accroître leur efficacité et à investir dans les nouvelles technologies. Elle a notamment modernisé ses forces navales et ses forces balistiques. Entre 2015 et 2020, le nombre de navires de la marine chinoise a dépassé celui de la marine américaine. Certains affirment que la Chine aurait considérablement développé ses capacités militaires indépendamment de l'attitude des États-Unis il y a vingt ans. Après tout, c'est ce que font les grandes puissances émergentes à mesure que leur poids économique augmente.

(A suivre)

TUNISIE

HDF Energy signe un accord pour un projet d'hydrogène vert

Ce nouveau projet s'inscrit dans la stratégie nationale du gouvernement tunisien en matière d'hydrogène vert, qui vise une production annuelle de plus de 8 millions de tonnes d'hydrogène vert et de sous-produits d'ici à 2050. L'entreprise française HDF Energy a annoncé avoir signé un protocole d'accord avec la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie de la Tunisie, Fatma Thabet Chiboub, le 29 juillet dernier. Cet accord prévoit le développement d'un premier projet d'hydrogène vert à grande échelle d'une capacité potentielle de 1 GW d'énergie éolienne, 500 MW d'énergie photovoltaïque et 800 MW d'électrolyseurs pouvant produire jusqu'à 65 000 tonnes d'hydrogène. La production d'hydrogène vert est destinée principalement à être exportée en Europe via le corridor South2, un projet de pipeline d'hydrogène mené par des gestionnaires de transport de gaz européens. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie nationale pour faire du pays un leader de la production d'hydrogène vert, en tirant parti de ses ressources abondantes en énergie solaire et éolienne. « La Tunisie se positionne pour produire 8,3 millions de tonnes d'hydrogène vert et ses dérivés d'ici 2050, dont 2,3 millions de tonnes destinées au marché local et 6 millions de tonnes pour l'exportation, avec des investissements totaux estimés à environ 120 milliards d'euros », a indiqué le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie.

EGYPTE

Cartona obtient une extension de série A de 8,1 millions \$

Ce financement complète les 12 millions \$ levés sous forme de série A par la plateforme en juillet 2022. La start-up égyptienne de d'e-commerce Cartona a levé 8,1 millions \$ sous forme de dette et capital, dans le cadre d'une extension de série A. L'annonce a été faite le mardi 30 juillet 2024. Le financement par emprunt d'un montant de 2,5 millions \$ a été fourni en monnaie locale par les firmes d'investissement Camel Ventures et Global Corp. L'apport en capitaux propres de 5,6 millions \$ provient d'Algebra Ventures et d'investisseurs tels que la Silicon Badia et le Fonds SANAD pour les micro, petites et moyennes entreprises. L'entreprise cofondée en 2019 par Mahmoud Abdelfattah, Mahmoud Talaat et Rafik Zaher, prévoit d'accélérer sa croissance sur son marché domestique, tout en explorant des opportunités d'expansion dans de nouveaux marchés au sein de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena). « Le déploiement de nos produits, nos secteurs verticaux et nos offres continueront de croître, tout comme notre pénétration du marché égyptien », a indiqué Mahmoud Talaat. Cette extension de 8,1 millions \$ complète les 12 millions \$ levés en juillet 2022 pour développer ses produits et services, et explorer de nouveaux secteurs verticaux au-delà des produits de grande consommation. En Egypte, à fin 2021, la vente au détail de produits alimentaires a progressé de 3,4 % en glissement annuel pour atteindre 31,3 milliards \$, selon des données du département américain de l'Agriculture (USDA), publiées mi-septembre 2022.

ARABIE SAOUDITE

Les envois de fonds des expatriés atteignent 3,2 milliards \$ en juin

Les envois de fonds des expatriés d'Arabie saoudite ont atteint 3,2 milliards de dollars en juin, soit une augmentation annuelle de 11,32 pour cent, selon les dernières données de la Banque centrale saoudienne, également connue sous le nom de SAMA.

Ce chiffre souligne le rôle significatif du Royaume dans les flux mondiaux de transferts de fonds et témoigne de la dynamique économique qui influence la région. Le dernier bulletin de la SAMA indique que les envois de fonds à l'étranger par les ressortissants du Royaume ont diminué de 1 pour cent par an, pour un total de 5,12 milliards de SR. Cette baisse fait suite à un pic en mai, qui était la valeur la plus élevée enregistrée en un an et demi. L'Arabie saoudite attire depuis longtemps les expatriés à la recherche d'emplois lucratifs. Avec sa croissance économique robuste et ses salaires élevés, le Royaume est une destination attrayante pour les professionnels du monde entier. Le salaire moyen d'un cadre en Arabie saoudite dépasse les 100 000 dollars par an, ce qui est non seulement l'un des plus élevés du Moyen-Orient, mais constitue également une référence mondiale. Cette rémunération compétitive constitue un attrait majeur pour les expatriés, contribuant ainsi à l'importance des envois de fonds du Royaume. La croissance des envois de fonds peut être attribuée à plusieurs facteurs interdépendants. La reprise du marché de l'emploi à la suite de la pandémie de COVID-19 a permis d'accroître les possibilités d'emploi et, par conséquent, les revenus des expatriés. En outre, les stratégies du gouvernement saoudien pour attirer et retenir les travailleurs étrangers, y compris les politiques d'emploi favorables et les incitations, ont encore renforcé la main-d'œuvre expatriée. Les avancées technologiques ont également joué un rôle essentiel dans la facilitation de cette croissance. Les innovations en matière de technologie financière et de services bancaires mobiles ont rendu l'envoi d'argent à l'étranger plus rapide, plus sûr et moins coûteux. Avec l'avènement des systèmes de paiement numériques et des applications mobiles, les expatriés peuvent désormais transférer des fonds en toute simplicité, ce qui contribue

à l'augmentation du volume des envois de fonds. La composition démographique de l'Arabie saoudite fournit un contexte supplémentaire pour cette augmentation des envois de fonds. Les non-Saoudiens représentent 41,6 pour cent de la population du Royaume, soit environ 13,4 millions de personnes. Cette communauté diversifiée d'expatriés comprend un nombre important de personnes originaires de pays tels que le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, le Yémen et l'Égypte. Les autres pays contribuant à la population expatriée sont le Soudan, les Philippines, la Syrie, le Népal et la Jordanie. Le taux de migration net élevé, qui s'élève en moyenne à 79 personnes par jour, reflète le fort attrait économique du Royaume et son rôle de plaque tournante pour la main-d'œuvre internationale. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des acteurs clés dans le paysage mondial des envois de fonds. En 2022, les envois de fonds combinés de ces deux pays ont totalisé environ 79 milliards de dollars. L'Arabie saoudite à elle seule représentait 39,3 milliards de dollars, ce qui souligne son impact significatif sur les économies des pays destinataires des transferts de fonds. Par exemple, le Pakistan et le Bangladesh, deux des principaux bénéficiaires des envois de fonds saoudiens, profitent énormément de ces flux financiers, qui soutiennent les ménages et stimulent le développement économique. Au Pakistan, l'Arabie saoudite reste la principale source d'envois de fonds. De juillet 2022 à mars 2023, le Royaume a contribué à 50 pour cent du total des envois de fonds vers le pays. Il s'agit de la poursuite d'une tendance qui date depuis longtemps, l'Arabie saoudite étant historiquement une destination majeure pour les travailleurs pakistanais. En 2023, près de 427 000 travailleurs étaient employés en Arabie saoudite, ce qui reflète le rôle continu du Royaume en tant que pôle d'emploi vital pour les expatriés du pays d'Asie du Sud. De même, le Bangladesh a été un bénéficiaire important des envois de fonds en provenance

d'Arabie saoudite. Le soutien financier des expatriés bangladais contribue à l'amélioration du niveau de vie et à la stabilité économique dans leur pays d'origine. Les ménages qui reçoivent des fonds au Bangladesh les utilisent pour répondre à des besoins essentiels tels que l'alimentation, l'éducation et les soins de santé, ainsi que pour investir dans des terres et des techniques agricoles modernes, ce qui favorise le développement économique. Globalement, le marché des envois de fonds a fait preuve de résilience malgré les incertitudes économiques. Pendant la pandémie, alors que l'on craignait initialement un ralentissement, les envois de fonds sont restés relativement stables. L'Inde, premier bénéficiaire des envois de fonds au niveau mondial, n'a connu qu'une baisse mineure pendant la pandémie et a rebondi les années suivantes. On s'attendait à ce que le pays soit confronté à une baisse significative de 23 pour cent en raison des ralentissements économiques et de la chute des prix du pétrole dans les pays d'accueil. Il a toutefois déjoué ces pronostics en conservant sa position de premier bénéficiaire, représentant 12 pour cent des envois de fonds mondiaux, avec une baisse de seulement 0,2 pour cent en 2020 et une croissance de 8 pour cent en 2021. La résilience des envois de fonds met en évidence le rôle essentiel qu'ils jouent dans le soutien des économies et des ménages des pays à revenu faible et intermédiaire. La tendance mondiale plus large vers les transferts de fonds numériques et mobiles est également digne d'intérêt. Selon une étude réalisée en février 2024 par IBS Intelligence, le marché mondial des transferts numériques transfrontaliers était évalué à 148 milliards de dollars au début de l'année. Ce marché devrait croître à un taux de croissance annuel composé de 12,58 pour cent, pour atteindre environ 340 milliards de dollars d'ici 2030. Cette croissance est due à l'utilisation accrue des téléphones portables, aux achats en ligne et à la demande de services de transfert d'argent rapides, sûrs et pratiques.

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU QATAR

Lancement du «Guide de cybersécurité pour les petites et moyennes entreprises»

La Banque de Développement du Qatar, en collaboration avec l'Agence Nationale de Cybersécurité, a lancé le « Guide de cybersécurité pour les petites et moyennes entreprises ». Ce guide a pour objectif de renforcer la sensibilisation à la cybersécurité et de fournir des conseils pratiques aux petites et moyennes entreprises (PME) du pays afin de les protéger contre les cybermenaces croissantes. Le guide aborde divers aspects essentiels, tels que l'identification des cyber-risques courants, les lignes directrices pour la mise en œuvre de contrôles de sécurité de base, et offre des recommandations pour sensibiliser les employés à la sécurité informatique. Il fournit également des étapes pratiques pour sécuriser les systèmes et les données.

Mme Hala Ali Al-Misnad, directrice principale du département de consultation et de localisation des entreprises à la Banque de développement du Qatar, a souligné l'importance de la transformation numérique et des initiatives pour renforcer cette transformation au sein des PME qatariennes, conformément à la Vision nationale du Qatar 2030. Elle a indiqué : « Nous avons lancé ce guide en partenariat avec l'Agence nationale de cybersécurité pour renforcer les capacités de cybersécurité du système national d'entrepreneuriat et contribuer à sa croissance et sa prospérité. » De son côté, l'ingénieur Abdul Rahman Mohammed Al Shafi, directeur du département des politiques et stratégies de cybersécurité à l'Agence nationale de cyber-

sécurité, a salué le partenariat avec la Banque de développement du Qatar. Il a affirmé : « Ce partenariat vise à aider les PME à comprendre les risques de cybersécurité et à atténuer ces risques en suivant les exigences de base des lignes directrices, tout en créant un système de cybersécurité efficace. » Le guide se concentre particulièrement sur les besoins des PME, en raison de leur rôle crucial dans l'économie nationale et de leur besoin pressant de renforcer leurs défenses contre les cybermenaces. Il propose également des conseils pratiques pour élaborer un plan de réponse aux cyber-incidents, soulignant l'importance de la formation continue des employés et de l'utilisation sécurisée des technologies cloud.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le casse-tête concernant la cession de la filiale ivoirienne

La cession de SGCI reste un défi, compte tenu notamment de son implantation dans une économie à fort potentiel.

Le groupe bancaire français Société Générale, lancé dans un programme de désengagement en Afrique, se heurtera à des arbitrages majeurs pour la cession de sa filiale en Côte d'Ivoire. Au-delà des enjeux politiques et de sa position dominante dans l'UEMOA, Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) présente un niveau de valorisation qui restreint sérieusement le nombre de repreneurs potentiels. Contrairement au Maroc où Société Générale a cédé sa filiale au groupe Saham dans un marché bancaire mature, l'Afrique subsaharienne présente un contexte différent. Des solutions ont été trouvées pour des filiales plus modestes, notamment en République du Congo, au Tchad, au Mozambique, au Bénin et au Togo. Mais la situation en Côte d'Ivoire s'annonce plus complexe.

SGCI, valorisée à environ 637 milliards FCFA (1,02 milliard \$) en bourse, affiche un potentiel de croissance estimé à 32% par certains analystes. Son ratio cours/bénéfice suggère une marge de progression sur la BRVM d'Abidjan. Cela implique qu'au moment de la fixation du prix de vente, cette opportunité de plus-value sera prise en compte, ce qui devrait tirer les prix de cession vers le haut. La performance financière audité de SGCI en 2023 est notable, avec un bénéfice net en hausse de 30,1%, dépassant sa moyenne quinquennale de 16%. Selon des données consultées par l'Agence Ecofin, plusieurs indicateurs placent SGCI au-dessus de ses pairs internationaux. Le rendement des capitaux propres de 26,7% en 2023, combiné à une réduction de l'endettement, témoigne d'une gestion efficace. De plus, SGCI a ré-

gulièrement augmenté ses dividendes depuis 2018, renforçant son attrait pour les investisseurs. Par ailleurs, la cession de SGCI reste un défi, compte tenu de son implantation dans une économie à fort potentiel. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et futur acteur majeur dans le pétrole, le gaz et l'or, offre des perspectives de croissance parmi les plus élevées d'Afrique subsaharienne. Une hypothèse forte serait qu'une piste de solution soit trouvée en Afrique du Sud. Plusieurs groupes bancaires de ce pays ont en ligne de mire l'Afrique de l'Ouest francophone et, de ce point de vue, Ecobank dont le premier actionnaire est le sud-africain Nedbank pourrait être un cas d'étude sérieux.

SÉNÉGAL

Le gouvernement exige des tarifs télécoms plus abordables

Le gouvernement veut généraliser l'accès des Sénégalais aux services de télécommunications. Il multiplie les initiatives pour adapter lesdits services au pouvoir d'achat de la population. Une baisse des tarifs a été annoncée en juin. Alioune Sall, ministre sénégalais de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique, a demandé aux opérateurs télécoms de faire davantage d'efforts pour réduire les coûts d'accès à leurs services. C'était lors de la cérémonie d'ouverture des journées de concertation sur la régulation des communications électroniques qui se tiennent du jeudi 8 et au ven-

dredi 9 août à Dakar. Le ministre a demandé à l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) « d'asseoir une régulation tarifaire à même de concilier l'équilibre du secteur avec des prestations de qualité pour des communications électroniques accessibles ». Un accent particulier a été mis sur l'accès à Internet, « devenu incontournable dans les produits de consommation des ménages ». Cet appel de M. Sall intervient dans un contexte où les consommateurs télécoms sénégalais se plaignent régulièrement de la cherté des services fournis par les opérateurs. Au cours de la cérémonie d'ouverture,

Massokhna Kane, président de SOS Consommateurs, une association de défense des droits des consommateurs, a demandé la revue des tarifs en permanence, ainsi que leur adaptation au pouvoir d'achat des consommateurs. Un Front contre la cherté des coûts de connexion (F4C) à Internet a d'ailleurs vu le jour dans le pays le 10 mai. L'appel pour des services télécoms abordables et de qualité cadre avec les efforts du gouvernement pour généraliser l'utilisation des TIC et accélérer son ambition de faire du Sénégal une référence en matière de transformation numérique en Afrique d'ici 2029. En juin dernier,

l'exécutif avait déjà annoncé une baisse des coûts pour les appels et Internet. Des tarifs abordables devraient contribuer à améliorer l'adoption et l'usage des services télécoms au Sénégal. Selon les données de l'ARTP, le pays comptait 22,9 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et 20,7 millions d'abonnés à l'Internet au 31 mars. Si les taux de pénétration de ses deux services sont au-dessus de 100 %, les chiffres réels devraient être moins importants en raison du phénomène de multi-SIM.

ELECTRICITÉ

Le délestage affecte les performances des producteurs d'or en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire vise une production de 55 tonnes d'or en 2024. 2 des compagnies devant contribuer à atteindre cet objectif, avec une production maximale de plus de 16 tonnes attendues sur 4 mines d'or, ont expérimenté au 2ème trimestre des coupures de courant. Les coupures de courant intermittentes survenues en Côte d'Ivoire ont empêché Allied Gold de produire 8 625 onces d'or supplémentaires au 2ème trimestre, indique la compagnie canadienne dans un bilan publié le 8 août. Au prix de l'or le vendredi 9 août, soit 2 432 USD environ l'once, cela représente une valeur de 20,9 millions USD ou 12,57 milliards FCFA. Allied Gold, qui exploite les mines Agbaou et Bonikro, n'est pas la seule compagnie minière ayant subi les conséquences du déficit d'approvisionnement électrique durant les derniers mois en Côte d'Ivoire. Selon Endeavour Mining, premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest et propriétaire de la plus grande

mine du pays, les coupures ont entraîné une hausse des coûts à la mine Ity. Dans ses résultats du 2ème trimestre, la compagnie indique en effet avoir dû produire de l'électricité sur place, ce qui lui est revenu à 0,28 \$ en moyenne par kWh, contre 0,18 \$/kWh pour le courant fourni par le réseau national. La Côte d'Ivoire fournissant le Burkina Faso en électricité, le même défi s'est présenté à Endeavour sur ses mines burkinabés Houndé et Mana. A la fin du 2ème trimestre, des changements dans la disponibilité de l'énergie ont entraîné une hausse de 52 USD par once du coût global de la production d'or. Pour pallier l'indisponibilité sur le réseau national, Allied Gold a également directement produit de l'électricité, en installant des groupes électrogènes sur ses opérations en Côte d'Ivoire. La compagnie discute par ailleurs avec un fournisseur de solution d'énergie solaire clé en main pour contribuer à alimenter ses mines

sur la durée, et moins dépendre du réseau national. Au Mali par exemple, les compagnies n'ont pas été affectées par les délestages survenus au 1er trimestre 2024, car elles disposent de solutions autonomes pour leur approvisionnement électrique. Il s'agit notamment d'un mix entre l'énergie des centrales solaires et le recours aux groupes électrogènes. Rappelons que les difficultés d'approvisionnement électrique ces derniers mois en Côte d'Ivoire sont principalement liées aux problèmes techniques rencontrés par la centrale thermique d'Azito et la Compagnie ivoirienne de production d'électricité. Ces 2 producteurs représentent en effet 75% de la production électrique nationale. Selon Endeavour, la situation est néanmoins en train de s'améliorer, avec le retour de la saison des pluies qui favorise la production d'hydroélectricité et la résolution des problèmes chez la CIPREL.

COTON

La chute du Naira nigérian entretient l'espoir d'une embellie de la production au Cameroun au 3e trimestre 2024

Après la baisse d'activités observée dans la filière au Cameroun au cours du 2e trimestre 2024, le test prévisionnel de conjoncture publié par la Beac, la banque centrale des États de la Cémac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), annonce une embellie dans la production cotonnière dans le pays à fin septembre 2024. Cette prévision optimiste est portée par des facteurs aussi bien internes qu'externes, apprend-on. Parmi les facteurs externes, la banque centrale des pays de la Cémac cite la situation monétaire qui prévaut au Nigeria. En effet, ce géant d'Afrique de l'Ouest si-phonne généralement une bonne partie de la production cotonnière camerounaise. De bonnes sources, bien que recevant des intrants de la Société de développement du coton (Sodecoton), en échange de la vente de leur production au mastodonte de la production cotonnière au Cameroun, les producteurs camerounais n'hésitent pas souvent à écouler leur production vers le Nigeria, en raison des prix d'achat aux producteurs très attractifs. Ce qui cause souvent d'importants manques à gagner à la Sodecoton, mais aussi des pertes de production pour le Cameroun. Au 3e trimestre 2024, l'espoir que ce phénomène soit atténué est entretenu par « la révision à la hausse de la taxe d'exportation de la fibre à 2% en 2023, contre 1% en 2022, et la chute du Naira », la monnaie nigériane, souligne le test prévisionnel de conjoncture de la Beac. En effet, souligne le Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone (Cermf), au début de cette année 2024, suite à une nouvelle dévaluation du Naira, la valeur de cette monnaie s'est effondrée de 40%. De ce fait, à la date du 21 juin 2024, révèle la même source, le Naira nigérian valait « 2282 fois moins par rapport au dollar américain, que lors de sa création début 1973 », engendrant une baisse drastique du pouvoir d'achat des détenteurs de cette monnaie.

UMOA-TITRES

Le Togo réalise plus de 90 % de son objectif de mobilisation

Le Togo a réussi vendredi 9 août 2024 à lever sur le marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), 32,7 milliards FCFA alors qu'il ciblait 30 milliards FCFA. Le pays réalise ainsi, 92% de son ambition annuelle sur le marché. Soit 563 milliards FCFA d'emprunt sur 607 milliards de prévision, selon les chiffres d'Umoa-titres. Selon le rapport de l'opération que nous avons consulté, 27,3 milliards FCFA ont été mobilisés sur les Bons Assimilables du Trésor (BAT) de maturités 182 jours et 364 jours. Le pays a ensuite collecté 5,4 milliards FCFA au moyen des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) stipulées sur 5 ans et au taux d'intérêt annuel de 6,40%. Ces ressources mobilisées correspondent à un taux de couverture de 109,3% et devraient permettre au Togo de poursuivre le financement de son budget exercice 2024 qui s'équilibre en ressources et en charges à 2179 milliards de FCFA.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

L'été sera tiède

Cette semaine a été mouvementée sur les marchés financiers. En début de semaine, le Nikkei a fortement chuté suite à une première hausse des taux d'intérêt au Japon. La remontée du yen a pénalisé les sociétés exportatrices japonaises et a marqué la fin du carry trade. Après la réaction excessive de lundi, les places boursières mondiales ont retrouvé leur calme grâce à des données rassurantes sur l'emploi aux États-Unis. Cet épisode souligne la nervosité qui règne actuellement sur les marchés.

LES TOPS/FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
OCI N.V. +22,03 % : Le producteur néerlandais d'azote, de méthanol et d'hydrogène enregistre la plus forte hausse en Europe. Malgré une légère baisse de son chiffre d'affaires de 1% au premier semestre, le groupe améliore considérablement sa rentabilité. Le bénéfice net s'est élevé à 9,9 millions USD, contre une perte nette de 162,1 millions USD l'année précédente. Une performance attribuable à une importante entrée de liquidités après la vente de son projet Clean Ammonia au Texas à Woodside Energy pour une valeur de 2,35 milliards USD, dont 80% du prix d'achat a été reçu à la clôture de l'opération.
Palantir +21,3 % : La société culte, connue pour ses opérations secrètes et ses dirigeants très médiatisés, a fait des efforts pour améliorer sa santé financière. Les actions de Palantir ont bondi après une révision à la hausse de ses prévisions de revenus annuels, à 2,74 milliards de dollars. Cette bonne performance est attribuée à une demande sans précédent pour ses solutions d'intelligence artificielle, qui ont généré une forte croissance dans les secteurs commercial et gouvernemental.
Kellanova +18 % : L'action du fabricant américain de snacks bénéficie de l'annonce d'une potentielle acquisition par Mars. Sa valeur de marché s'élève à 31 milliards de dollars, dettes comprises. Les experts juridiques estiment que l'opération a de bonnes chances d'être acceptée par les autorités antitrust mondiales. Elle combinerait le portefeuille de bonbons et de snacks sucrés de Mars avec les activités de snacks salés de Kellanova. La nouvelle entité représenterait environ 12 % de l'industrie américaine des snacks et des bonbons. En tant qu'entreprise privée, Mars n'a pas d'actions cotées en bourse.
Galderma +13,75 % : La holding suisse spécialisée dans les traitements dermatologiques et les produits de soin de la peau affiche une forte amplitude suite à l'annonce de l'acquisition de 10% de son capital par L'Oréal. Cette opération, dont le montant n'a pas encore été divulgué, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat scientifique établi entre les deux groupes. L'analyste de Vontobel voit un intérêt stratégique dans cette transaction, les deux sociétés pouvant collaborer dans le secteur du soin anti-âge. Il valorise l'opération à environ 1,6 milliard de francs suisses, sur une capitalisation totale de Galderma à 16 milliards. Malgré cette vente, EQT reste l'actionnaire majoritaire du groupe suisse avec 67% des parts.
Rational +11,7 % : L'équipementier allemand de cuisines professionnelles a vu son chiffre d'affaires grimper de 4% à 581 millions d'euros au premier semestre, tiré par une forte demande en Asie, notamment en Chine et au Japon. Le bénéfice net a atteint un record de près de 295 millions d'euros au deuxième trimestre. Malgré une baisse des ventes en Allemagne, la croissance a été soutenue en Amérique et stable en Europe, avec une légère hausse en France et au Royaume-Uni. Le bénéfice avant intérêts et impôts (Ebit) a augmenté de 10% à 149 millions d'euros, dépassant les attentes. Le bénéfice net s'est élevé à 117,1 millions d'euros, en hausse de 10% également. Le groupe se montre confiant pour le reste de l'année et prévoit un EBIT supérieur à celui de l'année précédente.

Flops
Evotec SE -30,77 % : La société allemande de biotechnologie a fortement abaissé ses prévisions pour l'année après une performance décevante au premier semestre. Le chiffre d'affaires devrait atteindre entre 790 et 820 millions d'euros, contre une croissance à deux chiffres attendue initialement. Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements (EBITDA) est également revu à la baisse, avec une prévision de 15 à 35 millions d'euros, bien en dessous des attentes des analystes. Cette révision a été motivée par une baisse des revenus dans le segment de la recherche et des coûts élevés pour l'expansion des capacités.
Puma -19,8 % : Le groupe allemand spécialisé dans les vêtements de sport dégringole suite à la publication de résultats semestriels mitigés, avec un chiffre d'affaires en recul de 2,1%. La stratégie de vente directe, bien que fructueuse avec une augmentation de 16,7%, ne compense pas le déclin de 3,1% chez les distributeurs, qui représentent les trois quarts de son chiffre d'affaires. C'est encore pire côté rentabilité. L'EBIT ressort à 276,2 millions d'euros en baisse de 5,1%, et le bénéfice net par action (BPA) à 0,86 euro, en contraction de 25%, ce qui conduit Puma à réviser ses prévisions de profits annuels entre 620 et 670 millions d'euros. Stifel maintient une recommandation d'achat mais réduit l'objectif de cours de 64 à 59 euros, citant une augmentation des droits à l'importation au Mexique et des coûts plus élevés résultant de la renégociation annuelle des termes de fret avec Maersk. Des facteurs susceptibles de peser sur la rentabilité du groupe.
Super Micro Computer -18,55 % : Les actions de Super Micro Computer ont chuté en raison des inquiétudes concernant les coûts de production élevés des puces pour serveurs AI, qui ont eu un impact négatif sur ses prévisions de bénéfices. La marge brute ajustée de la société pour le quatrième trimestre était de 11,3 %, inférieure à l'estimation des analystes (14,1%). Bien que le PDG Charles Liang ait assuré que les marges se normaliseraient d'ici la fin de l'exercice 2025, les prévisions de bénéfices pour le trimestre en cours n'ont pas atteint les objectifs de Wall Street. Cette situation a éclipsé les prévisions de vente optimistes de l'entreprise.
Commerzbank AG -9,62 % : Le titre du groupe bancaire allemand chute en raison de provisions pour risques plus élevées que prévu au dernier trimestre. JPMorgan et RBC ont noté que les revenus étaient conformes aux attentes, mais ont souligné l'absence de bonnes surprises. La banque prévoit néanmoins des résultats annuels nettement plus élevés pour l'ensemble de l'année, grâce à la hausse des taux d'intérêt, pouvant alimenter la croissance de ses activités de dépôt et de crédit, tout en maintenant ses provisions pour risques à 200 millions d'euros, un niveau plus stable par rapport à l'année dernière.

Matières premières
Energie : Longtemps reléguée au second plan, la géopolitique revient sur le devant de la scène, cette fois-ci en Ukraine avec l'offensive surprise des forces ukrainiennes en territoire russe, dans l'oblast de Koursk. Au Moyen-Orient, la tension ne faiblit pas puisque les observateurs redoutent toujours une riposte de l'Iran et de ses proxys régio-

naux, qui pourraient cibler le territoire israélien. Enfin, l'amélioration des données économiques aux États-Unis a apaisé les inquiétudes sur la dynamique de la demande en pétrole, permettant un rebond des cours du brut cette semaine. Le Brent européen s'échange en hausse autour de 79,1 USD tandis que le WTI américain se négocie autour de 75,50 USD le baril.
Métaux : L'enfoncement du Caixin Manufacturier en territoire négatif (sous la barre des 50 points) n'est pas de bon augure pour les prix des métaux de base, qui poursuivent leur décrue cette semaine. La tonne de cuivre tombe à 8794 USD (prix cash) à Londres, enregistrant ainsi une baisse de plus de 20% par rapport à son sommet de mai 2024. La dynamique est similaire pour l'aluminium (2274 USD) et le zinc (2646 USD). L'or se stabilise à 2425 USD et profite globalement des paris sur le fléchissement éminent de la politique monétaire de la Fed, qui pourrait baisser ses taux plusieurs fois d'ici la fin de l'année.
Produits agricoles : À Chicago, le cours du maïs reste orienté à la baisse en raison des conditions météorologiques favorables aux cultures aux États-Unis, synonyme d'une offre abondante. Le boisseau de maïs se négocie toujours autour de 380 cents tandis que le blé se stabilise à 540 cents.

Macroéconomie
Ambiance: Les tensions autour d'un ralentissement économique aux États-Unis se sont apaisées à la faveur de deux indicateurs encourageants. D'un côté, l'indice ISM des services concernant les conditions d'emplois est ressorti au-dessus des attentes à 51.1. De l'autre, le nombre de nouvelles demandes

hebdomadaires à l'allocation chômage sont restées sous le seuil d'alerte des 250k. Tout ceci a permis aux indices actions de se reprendre sans toutefois être clairement en mesure d'invalider la structure corrective en cours depuis quelques semaines aux États-Unis et plusieurs mois en Europe. De la même manière, les taux d'intérêt ont rebondi concomitamment aux indices mais se heurtent toutefois aux 4.00% sur le 10 ans américain. On surveillera en parallèle les 2.34/38% sur le 10 ans allemand. Gardez également en tête qu'une détente des rendements obligataires dans un contexte de baisse de l'inflation est positif pour le marché actions alors qu'il est négatif lorsqu'il s'agit de craintes récessionnistes.
Crypto : Dans le sillage des turbulences sur les marchés financiers traditionnels en début de semaine, le bitcoin (BTC) s'est effondré ce lundi 5 août. Le crypto-actif a encaissé une chute de 12% en l'espace de 24 heures, et l'ether (ETH) s'était délesté de 25% de sa capitalisation. C'est plus de 300 millions de dollars qui se sont évaporés des ETF Bitcoin Spot aux États-Unis entre lundi et mardi. Mais tout comme les indices boursiers, les cryptomonnaies ont retrouvé des couleurs après que de meilleures statistiques macroéconomiques ont été publiées de l'autre côté de l'Atlantique. Depuis le début de la semaine, et malgré la lourde baisse de lundi, le BTC est en positif en affichant une hausse de 3,72%, et se retrouve désormais autour des 60 300 dollars. Les crypto-investisseurs sont maintenant dans l'attente d'une décision de baisse de taux de la Fed, ce qui a historiquement été favorable pour l'évolution du cours des principales cryptomonnaies.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 08 Août 2024 Valeur : 12 Août 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4820	134.4970
1	EUR	EURO		147.0830	147.1128
1	GBP	POUND STERLING		170.7925	170.8332
100	JPY	JAPANESE YEN		92.1488	92.1654
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7706	18.7740
1	CHF	SWISS FRANC		156.5018	156.5922
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8763	97.8943
1	DKK	DANISH KRONE		19.7118	19.7149
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8370	12.8410
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4237	12.4285
1	AED	UAE DIRHAM		36.6117	36.6197
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8284	35.8362
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.4837	439.6764
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3009	43.7361
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6780	13.6795
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4733	27.6141
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3867	3.3972
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.3250	179.3250

ELECTION AMÉRICAINE

L'équipe de Donald Trump accuse l'Iran de piratage

L'équipe de campagne du candidat républicain Donald Trump accuse l'Iran d'être à l'origine d'une opération de piratage et d'avoir notamment fait filtrer des informations sur J.D Vance, le colistier de l'ex-président.

L'équipe de campagne du candidat républicain Donald Trump a affirmé samedi avoir subi un piratage, accusant des « sources étrangères » d'avoir fait filtrer des communications internes et un dossier sur J.D Vance, le colistier de l'ex-président. L'équipe de Trump a insinué que l'Iran était à la manœuvre, le média spécialisé Politico ayant auparavant rapporté avoir reçu des mails contenant des informations sur la campagne du républicain de la part d'une source qui a refusé de s'identifier. « Ces documents ont été obtenus illégalement auprès de sources étrangères hostiles aux Etats-Unis, avec l'intention d'interférer dans l'élection de 2024 et de semer le chaos dans notre processus démocratique », a fustigé dans un communiqué le porte-parole de l'équipe de la campagne Trump, Steven Cheung. J.D Vance, colistier de Donald Trump, visé M. Cheung a évoqué un rapport d'incident publié par Microsoft cette semaine,

indiquant que des pirates iraniens avaient « envoyé un mail de hameçonnage en juin à un haut responsable d'une campagne présidentielle ». Parmi les informations communiquées à Politico: des renseignements sur J.D Vance, colistier de Donald Trump voué à devenir son vice-président en cas d'élection du candidat républicain en novembre. En 2016, les mails du Comité national des démocrates avaient également été piratés, la fuite mettant notamment au jour des échanges internes concernant Hillary Clinton, la candidate alors choisie par le parti pour affronter Donald Trump. Le milliardaire, vainqueur de l'élection présidentielle cette année-là, avait été critiqué pour avoir encouragé ce crack de données attribué à la Russie. Faux sites d'information, cyberattaques, piratages... Selon un rapport de Microsoft, l'Iran a augmenté ses efforts pour tenter d'avoir un impact sur l'élection américaine du 5 novembre, confirmant les craintes des responsables américains

sur les risques d'ingérence étrangère. Des faux sites d'actualité Parmi les faux sites d'actualité, « Nio Thinker » se veut de gauche et s'en prend particulièrement à l'ancien président, et candidat républicain, Donald Trump alors qu'un autre, « Savannah Time », cible plutôt un public conservateur et se concentre sur les choix politiques des républicains ou les questions liées aux LGBTQ+. Ces sites semblent copier des contenus publiés sur de réels médias américains, utilisant des outils d'intelligence artificielle (IA), selon le rapport réalisé par le Centre analyse des menaces de Microsoft (MTAC) Des groupes proches du gouvernement iraniens ont « posé les bases pour mener des campagne d'influence via des sujets liés aux élections et ont commencé à mener ces campagnes avec la volonté évidente de renforcer les controverses ou d'avoir un impact sur l'opinion des électeurs, en particulier dans les Etats clés », a estimé Clint Watts, en charge du rapport.

ETATS-UNIS

L'inflation trop élevée par rapport aux objectifs

L'inflation aux Etats-Unis reste encore à un niveau "trop" élevé, par rapport à la cible de 2% de la Réserve fédérale américaine (Fed), malgré les progrès réalisés ces derniers mois, a estimé samedi l'une des responsables de l'institution. "Les progrès réalisés en mai et juin en termes de ralentissement de l'inflation sont de bonnes nouvelles. Mais l'inflation reste à un niveau trop supérieur à la cible de 2%" à long terme fixé par la Fed, a estimé Michelle Bowman lors d'une conférence à Colorado Springs (ouest). Mais, malgré des "risques en hausse", Mme Bowman, qui est membre vo-

tant du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) cette année, s'attend toujours à voir l'inflation continuer à ralentir dans les mois à venir. Elle a cependant estimé que les décideurs de la Fed devaient continuer à se montrer prudents et "éviter de remettre en question les progrès réalisés sur la base d'une seule série de données". Une réponse également à la réaction particulièrement violente des marchés financiers lundi, qui ont décroché du fait de la crainte d'une prochaine récession aux Etats-Unis, notamment sur la base de chiffres de l'emploi moins bons qu'attendus. "Je reste prudente quant à mon ap-

proche concernant les ajustements de notre position actuelle" en termes de politique monétaire, a ajouté Mme Bowman. Les commentaires de Michelle Bowman interviennent alors que la semaine a été marquée par des appels à une action urgente de la part de la Fed sur ses taux d'intérêts, après le début de panique financière lundi sur les marchés asiatiques puis dans le reste du monde. Jusqu'ici les analystes ont toujours anticipé qu'une première baisse des taux de la Fed, actuellement situés dans une fourchette comprise entre 5,25% et 5,50%, devrait intervenir à l'occasion de la pro-

chaine réunion du FOMC, prévue mi-septembre. Ce sera la dernière avant l'élection présidentielle du 5 novembre. Mais les marchés s'attendent désormais à trois baisses d'ici à la fin de l'année et au moins trois autres début 2025, selon l'outil de veille FedWatch de CME, avec des taux qui pourraient se situer entre 3,50 et 4,00% fin avril. Les responsables de la Fed n'ont cessé de répéter depuis le début de l'année que leur décision ne serait basée que sur les données disponibles et qu'ils n'agiront que lorsqu'ils auront la certitude que l'inflation est bien parti pour revenir vers la cible de 2%.

CRASH D'UN AVION AU BRÉSIL

Les corps d'une cinquantaine de victimes retirés des décombres

Les autorités brésiliennes ont récupéré samedi les corps d'une cinquantaine des 62 victimes du crash spectaculaire d'un avion près de Sao Paulo, dans le sud-est du pays, tout en réalisant les expertises pour déterminer les causes du drame. L'avion s'est écrasé vendredi à Vinhedo, ville de 76.000 habitants située à quelque 80 kilomètres au nord-ouest de Sao Paulo, capitale économique du Brésil. Après une impressionnante descente en piqué que montrent les vidéos partagées sur les réseaux sociaux par des habitants, l'appareil s'est brisé dans le jardin d'une maison d'un com-

plexe résidentiel. "Jusqu'à présent 50 corps ont été retirés du lieu de l'accident, et deux ont déjà été identifiés" grâce à leurs empreintes digitales, a indiqué le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo. Il s'agit des dépouilles du pilote et du copilote, selon le maire de Vinhedo, Dario Pacheco. Trente-sept corps ont été acheminés à la morgue de Sao Paulo et les enquêteurs s'emploient à recueillir le matériel génétique de proches des victimes pour identifier les restes retrouvés. "Notre estimation est que d'ici à la fin de la journée tous les corps auront été retirés", a fait savoir Carlos Palhares, directeur de

l'institut de criminologie de la Police fédérale. Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a décrété trois jours de deuil national après le "tragique accident". L'avion, du constructeur franco-italien ATR, transportait 58 passagers et quatre membres d'équipage, selon la compagnie aérienne Voepass. Toutes les personnes à bord avaient des papiers d'identité brésiliens, a précisé l'entreprise, sans écarter la possibilité que certains aient une double nationalité. Selon l'Agence nationale de l'aviation civile, l'appareil, qui volait depuis 2010, respectait toutes les normes en vigueur.

ARGENTINE

La grève des travailleurs du secteur céréaliier se prolonge

La grève des travailleurs du secteur des oléagineux en Argentine devrait se poursuivre jusqu'à dimanche, les négociations salariales avec les entreprises étant toujours dans l'impasse, ce qui affecte les expéditions de l'un des principaux exportateurs de céréales au monde. "Nous poursuivrons l'action (de grève)", a déclaré samedi à Reuters Martin Morales, secrétaire du syndicat des travailleurs et employés des oléagineux (SOEA) du département de San Lorenzo. "Il n'y a pas eu de nouvelles aujourd'hui... nous évaluerons la situation demain", a-t-il ajouté. Deux syndicats industriels ont lancé la grève tôt mardi, les travailleurs exigeant que les salaires soient maintenus à un niveau supérieur à celui de l'inflation. La grève a principalement touché les terminaux situés au nord de Rosario, le long du fleuve Parana, où sont expédiées plus de 80 % des exportations agricoles et agro-industrielles de l'Argentine. Au moins trois douzaines de navires étaient encore retardés samedi près de Rosario, l'une des plus importantes plaques tournantes de l'agro-exportation au monde.

TURQUIE

Les autorités turques débloquent Instagram après neuf jours de privation

Les autorités turques ont annoncé samedi soir le déblocage de la plateforme Instagram dont elles privaient d'accès des dizaines de millions d'abonnés depuis neuf jours. "A la suite de nos négociations avec les responsables d'Instagram, nous débloquerons l'accès à partir de 21H30 (18H30 GMT) après qu'ils se sont engagés à répondre à nos demandes", a annoncé sur X le ministre des Transports et des infrastructures chargé du dossier, Abdulkadir Uraloglu. "Dès le début, nous voulions que les plateformes de médias sociaux respectent les lois de la République", a insisté M. Uraloglu. La plateforme est restée bloquée depuis le 2 août au matin pour des raisons mal élucidées, entre accusations de "censure" et de contenus illicites. Le ministre a évoqué samedi soir des "délits liés aux contenus" disponibles sur Instagram. A son tour, le président Recep Tayyip Erdogan avait dénoncé lundi "un fascisme numérique qui ne peut tolérer même les photos de martyrs palestiniens sans les interdire aussitôt". Plus de cinquante millions de personnes sont sur Instagram en Turquie (sur 85 millions d'habitants) dont nombre font du commerce pour un montant de 57 millions de dollars quotidiens, selon le vice-président de l'Association des opérateurs du E-Commerce, Emre Ekmeççi.

MERCEDES

Vous finirez bien par vous habituer aux 4-cylindres hybrides au lieu du V8 !

Le patron de Mercedes Australia a confié dans une interview que le passage du V8 au quatre cylindres n'était qu'une question de temps.

C'était un véritable séisme qui avait frappé le monde des passionnées de belles mécaniques. Fin 2022, Mercedes dévoile la nouvelle génération de sa fameuse Classe C 63 S AMG, qui adopte au passage la dénomination E Performance. La berline surpuissante se met donc à l'hybride, c'est dans l'ère du temps, mais il y a un hic. Dans l'opération, cette cinquième génération est amputée de quatre cylindres délaissant ainsi le V8 biturbo. Lequel avait déjà piqué la place du fantastique V8 6.3 atmosphérique. Une transformation fortement boudée par les acheteurs, à tel point que des rumeurs en août dernier laissaient entendre un retour de l'ancienne motorisation. Des bruits de couloirs rapidement démentis. Et voilà des nouvelles déclarations qui viennent soutenir le nouveau "quatre pattes" électrifié du constructeur à l'étoile.

Une question de temps...

Dans une interview donnée à nos confrères australiens de Carsales, Jaime Cohen, le patron de Mercedes Australia a expliqué que l'acceptation de ce changement n'était qu'une question de temps, comme la démocratisation des boîtes de vitesses automatique. "Je ne pense pas qu'il y ait de problème, il



s'agit d'une transition, et les transitions prennent toujours du temps et nécessitent toujours un peu de conviction et d'expérience. Lorsqu'on a fait le pas [des boîtes auto, ndlr] tout le monde n'était pas convaincu par nos transmissions automatiques. Mais finalement, aujourd'hui, tout le monde en a une."

... Et de performance

Le patron avance également l'argument de la performance : "Ce serait un problème si nous ne pouvions pas offrir les mêmes performances avec le groupe

motopropulseur hybride rechargeable, mais une fois que vous l'avez conduit, vous voyez que les performances sont là." Et c'est vrai, grâce à ses 680 ch, la nouvelle C63 S E Performance expédie le 0 à 100 km/h en 3,4 s contre 3,9 s pour l'ancienne génération au V8 de 510 ch. Cependant, si la sportivité est au rendez-vous, que reste-t-il du caractère et des émotions procurées par la mécanique ? Car c'est bien le point qui fâche ici. Pour en avoir, il faut donc se tourner vers des modèles plus haut de gamme comme la sulfureuse AMG GT, mais ce n'est pas le même prix...

Les pièces détachées de contrefaçon frappent encore le constructeur allemand

Mercedes fait la chasse aux contrefaçons. En 2023, plus d'1,6 million de fausses pièces ont été saisies et 142 000 annonces en ligne ont été supprimées. Le constructeur possède une équipe dédiée à cette traque. Le marché des pièces de contrefaçon prend de plus en plus d'ampleur. Dans un contexte actuel d'inflation, certains pourraient être tentés d'acheter une pièce d'origine à un prix défilant toute concurrence. Cependant, il peut se cacher derrière cette attractivité des produits qui en réalité ne viennent pas du constructeur. Pour lutter contre ce fléau, Mercedes a depuis quelques années monté une équipe dédiée à l'enquête et la traque des vendeurs, mais surtout des fabricants des fausses pièces. Résultats, ce sont plus de 142 000 annonces de produits contrefaits qui ont été supprimés en ligne.

1,6 million de pièces saisies

Selon Mercedes, plus de deux raids sont effectués en moyenne quotidiennement par les autorités de contrôle du commerce et les forces de l'ordre sur des produits contrefaits de pièces détachées du constructeur allemand. L'accent est mis sur les contrefaçons de pièces liées à la



sécurité, qui peuvent évidemment constituer un danger pour les automobilistes les ayant montés sur leur véhicule, sachant qu'elles ne subissent pas le même contrôle qualité. En 2023, plus d'1,6 million de filtres à air, éléments de freinage et de direction, roues et panneaux de carrosserie ont été saisis par les autorités.

Difficile de faire le tri

Dans l'immense majorité des cas, les pièces de contrefaçon sont souvent achetées sans savoir qu'elles ne sont pas d'origine. "Un œil aguerri et de nombreuses années d'expérience sont nécessaires, car une contrefaçon ne diffère souvent que très peu visuellement d'une pièce authentique." avoue Mercedes dans son communiqué. Afin d'éviter de tomber dans le panneau, il faut bien se méfier des sites paraissant douteux, ou à l'origine floue. Des prix bien inférieurs que ceux affichés par le constructeur peuvent également mettre la puce à l'oreille, tout comme des photos et des descriptions incohérentes.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Microsoft démasque une opération d'ingérence de l'Iran

Microsoft annonce avoir détecté du mouvement du côté de l'Iran, qui chercherait à influencer les élections présidentielles américaines de 2024. La firme de Redmond a transmis ces informations aux services de renseignement du pays.



Habituellement, quand les gouvernements occidentaux parlent d'États qui tentent de s'ingérer dans les élections de divers pays démocratiques, c'est souvent la Russie qui se retrouve sur le banc des accusés. Mais il n'y a évidemment aucune raison pour que ce genre d'activités se cantonne au seul pays dirigé par Vladimir Poutine. C'est ce que nous montrent des découvertes que vient d'effectuer Microsoft quant à des actions potentiellement menées par l'Iran.

L'Iran voudrait influencer l'élection présidentielle de cette année...

L'Iran ferait partie de ces pays cherchant à influencer sur la politique des États-Unis quelques mois avant l'élection présidentielle, selon Microsoft. Pour ce faire, Téhéran mettrait en place plusieurs types d'opérations spéciales. L'une consisterait à chercher à influencer sur internet les deux parties du spectre politique, à l'aide de sites d'actualité politique. D'un côté, sur des sites plutôt orientés à

gauche, les Iraniens chercheraient à pousser les électeurs à détester encore plus Donald Trump. Dans ses sites construits pour une audience de droite, l'Iran ferait de la propagande sur les sujets comme le monde LGBT ou la réassignation de genre.

... mais aussi celles à venir

D'autres opérations auraient consisté en un ciblage d'un certain nombre de fonctionnaires et de responsables américains. Les hackers iraniens auraient même cherché à taper assez haut, « en tentant en vain de se connecter à un compte appartenant à un ancien candidat à l'élection présidentielle » d'après Microsoft.

Enfin, « ils ont lancé des opérations qui, selon Microsoft, visent à obtenir des renseignements sur les campagnes politiques et à leur permettre d'influencer les élections à l'avenir. » Microsoft explique avoir partagé ces informations avec les autorités concernées, et avoir aussi observé le même genre de mouvement du côté de groupes liés à la Chine et à la Russie.

POUR UN TOUT PREMIER TRAITÉ DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

Un accord trouvé aux Nations Unies



Les États membres des Nations Unies viennent de trouver un accord pour la mise en place d'un traité contre la cybercriminalité. Il s'agira du premier document du genre produit au sein de l'ONU. Le développement des nouvelles technologies, dont la portée dépasse de très loin les frontières nationales, oblige de plus en plus les États à intensifier leurs coopérations dans ces secteurs. On l'avait encore vu au niveau européen le mois der-

nier, avec la publication du règlement européen sur l'IA, l'AI Act. Et durant ce mois d'août, c'est la question de cybercriminalité qui est abordée, cette fois au niveau mondial, à l'ONU.

Un texte destiné à mieux combattre la cybercriminalité

C'est une avancée qui est notée au sein de l'ONU. La Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité a été, après près de trois ans de négociations, approuvée

par consensus en comité le jeudi 8 août dernier. Ce projet, initié sur une proposition russe en 2019, devra ensuite être soumis pour son adoption formelle à l'Assemblée générale de l'ONU. Derrière, une fois qu'il aura été ratifié par 40 États, il entrera en vigueur. Son objectif est, comme l'indique son intitulé, de « combattre plus efficacement la cybercriminalité ». Les acteurs qui commettent un méfait sur un territoire sont en effet en général situés dans

d'autres pays, où il est plus difficile d'aller les chercher. Avec ce traité, les États espèrent pouvoir mieux combattre des problèmes comme la pédopornographie ou le blanchiment d'argent.

Des critiques se font déjà entendre

Ce texte prévoit qu'un État qui enquête sur un acte puni d'au moins quatre ans de prison dans sa législation sera en droit de requérir auprès d'un autre État signataire des preuves électroniques, ainsi que des informations auprès des fournisseurs d'accès. Mais si les intentions sont louables, le document a tout de même été l'objet de critiques importantes. Et celles-ci émanent autant de défenseurs des droits de l'homme que de géants du numérique. Les premiers craignent que les États n'usent du traité pour poursuivre plus assidument des opposants ou des journalistes. Les seconds indiquent que le traité aurait un champ d'action trop large, équivalent à un nouveau mode de surveillance mondiale de l'internet.

APPLE

Le futur Mac mini M4 pourrait être l'ordinateur le plus petit de l'histoire de la marque



La firme de Cupertino va sortir un Apple Mac mini M4 qui devrait faire date. Car il serait sûrement l'ordinateur de bureau le plus petit jamais créé par le géant américain. Apple produit différents types d'ordinateurs. Tout le monde connaît, dans ses ordinateurs portables, les MacBook ainsi que les iMac. Mais le géant développe aussi des appareils beaucoup moins chers que ces derniers, les Mac mini, à l'image du Mac mini M2. Un ordinateur qui va avoir un successeur, l'Apple Mac mini M4, qui devrait se démarquer par son format extrêmement réduit.

Un Mac mini M4 exceptionnellement petit

Apple a un nouveau produit dans sa hotte, qui ne devrait plus mettre très longtemps à faire son chemin dans les magasins. Il s'agit de l'ordinateur Mac mini M4, ces ordinateurs qui se distinguent par leur format très réduit, proche de celui d'une box internet.

Et selon le journaliste de Bloomberg Mark Gurman, il devrait être officialisé plus tard dans l'année avec une taille assez exceptionnelle. Ce Mac mini M4 serait en effet tellement petit qu'il ferait à peine la moitié de la taille de son prédécesseur Apple Mac mini M2.

Un ordinateur équivalent à l'iPad Pro

Mark Gurman explique ainsi que l'Apple Mac mini M4 aurait une largeur d'environ 9,4 centimètres (3,7 pouces), un format bien loin des 19,7 centimètres de large de la version M2. Il devrait par contre afficher une hauteur un peu plus élevée que le Mac mini M2, qui culmine à 3,6 centimètres. Le châssis devrait de son côté rester en aluminium. L'Apple Mac mini M4 sera un ordinateur entrée de gamme, qui devrait selon la même source être l'équivalent du dernier iPad Pro équipé de la puce M4. Cet ordinateur a été testé par Apple avec trois ou plus ports USB-C et un port HDMI. Il pourrait par ailleurs aussi bénéficier d'une version plus puissante, embarquant la puce M4 Pro.

Mots fléchés

Baliverne	↓	Département français	↓	Bramé	↓	Ancienne monnaie	↓	Sur-le-champ	↓	Vanté	↓	Grande route	↓
Fantassin	→	Liquide organique	↓	Instrument autour du cou	↓	chinoise Vignoble	↓					Avant la CEI	↓
	→		↓		↓		↓						↓
Canal du rein à la vessie	→							Un tamia de fiction		Aurochs	→		
Distendu	→									Unités de longueur	↓		
	→				Extrêmes	→							Fortiches
					Lieu de réconfort								
Fenouil bâtard	→				↓	Elle lui arrive d'être dure		Service rapide	→			Scandium	→
Elle jacasse	→							Colère passée				Prénom féminin arabe	
	→			Flageolets	→		↓	↓				↓	
				Dépôt épais								Enseigne	
Particule nobiliaire				↓									↓
	→	S'enrouler	→					Largeur d'étoffe		Voie ferrée	→		
										Baie du Japon	↓		
				Habitante d'un état du Proche-Orient	→								
				Tangible									
Érode		Délit	→					Expérimente	→				
	→	Normaliser	↓					Nerva					
				Dieu nordique	→								
								Existe		A l'origine		Tera-seconde	→
Ouragans	→											Glorifient	
Guinche	→												
	→												Un film de propagande nazie (le juin)
				Aiguil- lonnées	→								↓
Poisson				Agence spatiale européenne	→			Suranné	→				Trompée
	→							Brumeux					
				Fils de la Terre et du Ciel		Inaccou- tumées	→						
						Stupide							
Museau des suidés				Tarifier	→					Chapeau	→		
	→			Inactive						Home	↓		
						Habitant d'îles espagnoles	→						Capitale de la Ligurie
Déclarée	→												
Autorisation	→					Magicienne		Bordure décorative	→				Pesa le contenant
	→												
				Pris sur le fait	→					Greffon	→		
				Opposé à la force	↓					Subtil			
Pastichée	→												
Monnaie bulgare	→							Arbre	→			Écorce de chêne	→
	→							Condition				Dieu égyptien	
				Aboutir	→							Note de musique	→
Songe	→					Lettre grecque	→			Cobras	→		

Neuf morts et 275 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes sont décédées et 275 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tissemsilt où deux personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules sur la RN 14 au lieu-dit Eli Makam, dans la commune de Thenia El Had. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus dans la wilaya de M'sila pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un atelier de menuiserie dans la commune d'Ouled Brahim. Aussi, le dispositif de surveillance des plages a procédé, ces dernières 24 heures, à 1604 intervention pour le sauvetage de 1245 personnes de noyade dont 260 ont été pris en charge sur les lieux et 94 autres évacuées vers les structures sanitaires.



RGa

Plus de 24.000 exploitations agricoles recensées à Touggourt

Pas moins de 24.023 exploitations agricoles ont été dénombrées dans la wilaya de Touggourt, dans le cadre du recensement général de l'agriculture (RGa-2024), ont rapporté dimanche les responsables de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Enregistrant des résultats "très satisfaisants", cette opération a ainsi permis le recensement de 24.023 exploitations dans la production végétale et animale au niveau de la wilaya, a déclaré à l'APS, le directeur du secteur, Mohamed Amine Houhou. Ce recensement qui s'est déroulé dans de "bonnes conditions", a également permis de découvrir de nouvelles filières agricoles dans les différentes régions de la wilaya de Touggourt, dont notamment les cultures céréalières et fruitière, et la filière avicole, a-t-il ajouté. Elle a aussi permis d'identifier quelques opportunités d'investissements et potentialités agricoles prometteuses que recèle la wilaya, notamment dans les cultures stratégiques telles que la culture du maïs et certaines plantes grasses, a ajouté le même responsable. Plus de 130 observateurs et agents de statistiques ont été mobilisés pour cette opération nationale d'envergure dans la wilaya de Touggourt, selon la même source .

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE À SKIKDA

Plus de 43.000 exploitations agricoles dénombrées

Le Recensement général de l'agriculture (RGa 2024) a permis de dénombrier 43.256 exploitations agricoles à Skikda, a indiqué, dimanche, le directeur local des services agricoles (DSA), Rabah Hamzaoui. L'opération, qui s'est déroulée "dans de très bonnes conditions", a couvert l'ensemble des exploitations agricoles réparties sur tout le territoire de la wilaya de Skikda, et a été marquée par une "réelle implication" des professionnels de la terre et des éleveurs, a ajouté M. Hamzaoui. Le RGA, clôturé le 27 juillet, a permis d'identifier le nombre et la nature des exploitations de la wilaya de Skikda, notamment dans les régions de Beni Ouelbane, d'Azzaba, de Collo et de Beni Zid, selon le même responsable qui a ajouté que l'opération a également permis d'inventorier le cheptel, notamment bovin et apicole. Pas moins de 202 agents recenseurs, 43 observateurs et deux contrôleurs étaient mobilisés pour ce recensement qui a également nécessité la mise en place d'importants moyens matériels, favorisant ainsi le bon déroulement de cette opération nationale, a conclu le DSA.

MAROC

Plus de deux millions de personnes touchées par la sous-alimentation

Les difficultés économiques du Maroc post-Covid ont eu des conséquences "désastreuses" pour les Marocains à revenus moyens et faibles, avec une disponibilité alimentaire en baisse, touchant plus de 2 millions de personnes, tandis que la faim et les importations alimentaires coûteuses continuent d'augmenter, rapportent des médias citant un rapport de l'ONU. Les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), relayées samedi par des médias locaux, révèlent certaines tendances inquiétantes au cours des dernières années qui ont un impact grave sur la vie quotidienne des Marocains à revenus moyens. Aussi, la grave crise d'inflation que traverse le pays a donné lieu à des statistiques inquiétantes. La hausse du coût des biens de consommation et de l'alimentation n'a pas seulement réduit le revenu disponible des Marocains, mais a aussi entraîné une hausse de la sous-alimentation chez les plus défavorisés, une situation qui a touché 1,3 million de per-

sonnes au cours de la période 2017-2019. Ces statistiques ont commencé à évoluer dans la mauvaise direction lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé en 2020. L'année suivante, le nombre de personnes sous-alimentées est passé à 1,5 million. Celle d'après, il est passé à 1,9 million, puis à 2,4 millions. Aujourd'hui, il est passé à 2,6 millions. L'on ne sait pas exactement dans quelle mesure cette augmentation extrême de la sous-alimentation conduit à une insécurité alimentaire modérée ou sévère, car la FAO ne dispose d'aucune donnée sur ce sujet, d'après les médias. Une autre tendance inquiétante concerne l'apport moyen en protéines dont disposent les Marocains, ainsi que la quantité de viande, de produits laitiers, de poisson ou d'œufs que les Marocains peuvent se permettre de consommer. Ces deux tendances affichent un déclin. Les Marocains pouvaient se permettre de consommer 102,4 grammes de protéines par jour au cours de la période 2017-2019, mais ce chiffre n'a cessé de baisser au fil des ans. Au début de la pandé-

mie, ce chiffre était tombé à 101,6 grammes et a continué de baisser à 99,2 grammes cette année. Il en va de même pour la capacité à se permettre de consommer de la viande, des produits laitiers, du poisson ou des œufs. Avant la crise, les Marocains pouvaient se permettre de manger 31,8 grammes de produits d'origine animale par jour, mais aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 29,2 grammes. Selon les médias, le gouvernement marocain est confronté à une situation difficile, alors que la population continue de croître, tandis que les terres agricoles disponibles n'ont pratiquement pas augmenté depuis 1979. Dans le même temps, les exportations agricoles représentent plus d'un cinquième des devises étrangères dont le pays a tant besoin, et dont il a besoin pour ses importations massives d'énergie et plus de grosses quantités de denrées de base, en particulier du blé, de l'huile, du sucre et du lait.

TÉBESSA

Une prévision de production de 1,5 million de quintaux de pommes de terre

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tébessa escompte une production de l'ordre de 1,5 million de quintaux de pommes de terre à l'issue de la saison agricole en cours, a indiqué, dimanche, le directeur intérimaire de ce secteur, Badreddine Amoura. Le même responsable a précisé qu'il ressort des premières estimations effectuées lors de la récolte en cours

depuis peu dans les communes d'El Houidjbat, d'El Ma Labiod et d'Oum Ali, que la production augmentera "significativement" par rapport aux précédentes saisons agricoles qui atteignaient 1,2 million de quintaux. M. Amoura a attribué cet accroissement de la production à l'extension des superficies agricoles dédiées à cette filière qui totalisent désormais 3.500 hectares, soit une augmenta-

tion de 200 hectares comparative-ment à la dernière campagne, ainsi qu'au surcroît d'expérience acquise par les agriculteurs impliqués dans ce domaine, et qui respectent de plus en plus le parcours technique de cette filière agricole. Le DSA par intérim a également souligné que ses services s'efforcent d'accompagner les agriculteurs sur le terrain, depuis le processus de plantation

qui débute au mois de mars de chaque année, jusqu'à la récolte effectuée entre fin juillet et début novembre. Selon le même responsable, une chambre froide, la première du genre dans la wilaya de Tébessa, sera mise en service dans la commune de Chréa pour une capacité de 5.000 mètres cubes, ce qui permettra le stockage et la conservation de différents produits agricoles.

INCENDIE DANS LA FORÊT D'ADEKAR (BEJAÏA)

Le DG de la Protection civile s'enquit des opérations d'extinction

Le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Boughlef, s'est rendu, dimanche dans la wilaya de Bejaïa pour s'enquérir du déroulement des opérations d'extinction de l'incendie qui s'est déclaré dans la forêt d'Adekar, indique un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). M. Boughlef a inspecté le dispositif d'interven-

tion mobilisé et suivi des explications sur le déroulement de l'opération d'extinction des autres incendies en activité, précise la même source. A cette occasion, le DG de la Protection civile a donné des instructions à l'effet "de renforcer le dispositif d'intervention et de prendre toutes les mesures préventives nécessaires en vue d'éviter la propagation de cet incendie aux agglomé-

rations", selon la même source. Le Directeur général de la Protection civile s'était rendu, samedi dans la wilaya de Tizi-Ouzou, pour superviser le déroulement des interventions d'extinction des feux de forêts à Aït Frah, Imrabden et Azouza dans la commune de Labraâ Nath Irathen.

BLIDA

10 nouveaux bus pour renforcer le transport urbain et suburbain

La flotte de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Blida a été renforcée avec dix nouveaux bus afin de combler le déficit enregistré sur nombre de lignes de transport, notamment celles desservant les nouveaux pôles urbains, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement. Le directeur de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain, Sid Ali Adadine, a indiqué à ce propos que dans le but de faciliter le déplacement des ci-

toyens, 10 nouveaux bus ont été acquis et s'ajouteront aux 30 déjà existants et activant sur 13 lignes de transport. Ces nouveaux bus seront répartis sur les lignes enregistrant un manque en matière de transport urbain et suburbain, dont la ligne reliant le nouveau pôle urbain de Sidi Serhane à la nouvelle ville de Bouinane, à l'Est de Blida, assurant une moyenne de 14 dessertes/jour. Un nouveau bus a été également affecté à la ligne reliant la ville de Blida à la région

touristique de Chréa et assurant une moyenne de dix dessertes/jour, le 1er départ est fixé à 6 h 30. Lancé en activité depuis 2008, l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Blida couvre 13 lignes de transport, dont cinq (5) urbaines et huit (8) suburbaines, a souligné le même responsable, exprimant la possibilité du renforcement de cette flotte avec un nombre supplémentaire de bus, pour desservir notamment les nouveaux pôles urbains.